

# les chiffres clés 2024



Données **statistiques**  
régionales de  
la **DEETS** Martinique

[www.martinique.deets.gouv.fr](http://www.martinique.deets.gouv.fr)

Contactez-nous >



# Edito

Depuis sa création en avril 2021, la Direction de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) s'engage à garantir une mise en œuvre efficace des politiques publiques dans les domaines de compétence qui sont les siens, à savoir le développement économique, l'emploi, les politiques du travail, la cohésion sociale, la concurrence et la protection des consommateurs. Cette première édition des Chiffres Clés marque une étape dans l'amélioration de la connaissance des dynamiques économiques, sociales et professionnelles de notre territoire, indispensable pour orienter efficacement les politiques publiques. Elle permet à chacun de disposer d'une synthèse des données essentielles pour l'année 2023.

Les données recensées, tant nationales que locales, ont été recueillies et exploitées par le service Études, Statistiques et Évaluation (Sese) de la DEETS. Elles proviennent pour la plupart de sources ministérielles et partenaires divers, et offre la possibilité de comprendre, de construire et d'accompagner les politiques publiques au plus près des spécificités régionales.

Au-delà des chiffres, cette publication met en lumière les actions menées par la DEETS dans ses différentes missions. Qu'il s'agisse de l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des entreprises, du renforcement des politiques du travail pour favoriser des relations professionnelles justes et équilibrées, ou encore de la surveillance des pratiques commerciales pour protéger les consommateurs et assurer une concurrence saine, nos équipes œuvrent quotidiennement pour répondre aux besoins du territoire et de ses habitants.

La cohésion sociale reste également un pilier central de nos actions, avec des dispositifs visant à réduire les inégalités, protéger les populations vulnérables et favoriser l'insertion professionnelle. L'ensemble de ces indicateurs constitue un outil précieux pour analyser les réalités martiniquaises, orienter les décisions futures et construire un environnement économique et social plus inclusif.

L'année 2023 a été marquée par un ralentissement économique, avec une croissance de 0,4 %, après une hausse significative de 5,6 % en 2022, portée par la reprise post-crise sanitaire.

Au quatrième trimestre 2023, le taux de chômage s'établit à 10,3 %, tandis que le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est de 29 940. Malgré les défis persistants, ces chiffres orientés à la baisse témoignent des effets conjugués des politiques publiques pour l'emploi, du soutien aux entreprises et de la mobilisation continue des acteurs économiques et sociaux. La Martinique affiche ainsi une dynamique d'amélioration, portée par des dispositifs adaptés aux spécificités locales.

Nous espérons que cette première édition répondra aux attentes de nos partenaires institutionnels, des acteurs économiques et du grand public. Ensemble, poursuivons nos efforts pour construire un territoire dynamique et équitable, où les politiques publiques servent pleinement les besoins de la population.



**Yannick DECOMPOIS**  
**Directeur de la Deets**

# Sommaire



Les chiffres clés 2024 de la **DEETS Martinique** offrent un panorama essentiel des tendances de la population, de l'emploi, la formation, l'économie et des conditions de travail.

Ce document synthétique permet d'analyser l'évolution du territoire et d'éclairer les décisions des acteurs économiques et sociaux.

Découvrez les données de l'année en un coup d'œil.

---

**EDITO .....P3**

**TERRITOIRE, POPULATION ET EMPLOI .....P7**

La population Martiniquaise.....	P8
L'activité des Martiniquais .....	P11
L'emploi des Martiniquais.....	P12
La pauvreté monétaire et le niveau de vie des ménages.....	P14
Les minima sociaux .....	P16
Le handicap et la dépendance.....	P19
Les quartiers de la politique de la ville.....	P21

**ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE .....P25**

Le Produit intérieur brut (PIB).....	P26
Les entreprises Martiniquaises.....	P31
Les établissements.....	P32
L'emploi associatif.....	P38

**MARCHÉ DU TRAVAIL .....P41**

Le taux de chômage en Martinique .....	P42
Le taux d'emploi en Martinique .....	P46
Le taux d'activité en Martinique .....	P49
Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM).....	P55
Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) par zone d'emploi.....	P58

**POLITIQUE DE L'EMPLOI.....P65**

Les dispositifs de politique d'emploi .....	P66
Les contrats aidés.....	P68
L'Insertion par l'Activité Économique (IAE).....	P71
L'activité partielle.....	P73
L'intérim.....	P75
La formation .....	P79

**POLITIQUE DU TRAVAIL .....P83**

Les accords d'entreprise.....	P84
Les accidents du travail.....	P87
Les maladies professionnelles.....	P90
Les ruptures conventionnelles .....	P93
La pauvreté monétaire et le niveau de vie des ménages...	P94

**HÉBERGEMENT SOCIAL ET RÉINSERTION SOCIALE ..... P99**

Les logements sociaux.....	P100
L'hébergement des personnes en difficulté .....	P101
L'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) .....	P104

**LES AUTRES ACTIVITÉS DES SERVICES  
DE LA DEETS DE MARTINIQUE .....P107**

**PÔLE SOLIDARITÉS (S) .....P109**

L'aide alimentaire.....	P110
La politique de la ville.....	P111
Département Protection et accompagnement des publics fragiles.....	P112

**PÔLE CONCURRENCE, CONSOMMATION,  
REPRESSION DES FRAUDES (CCRF) .....P115**

La concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie .....	P116
---	------

**PÔLE ENTREPRISE, EMPLOI, ÉCONOMIE (3E) .....P121**

Fonds Social Européens (FSE) .....	P122
L'activité des Titres Professionnels.....	P124

**DEFINITIONS.....P129**

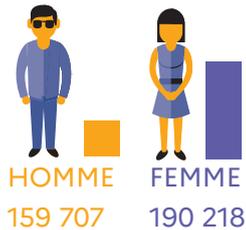


# TERRITOIRE, POPULATION & EMPLOI



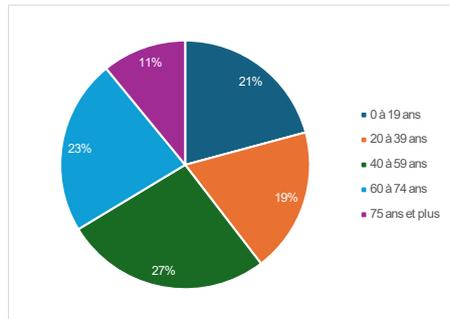
# La population Martiniquaise

Estimation de la population martiniquaise au 1er janvier 2024 :  
349 925 habitants

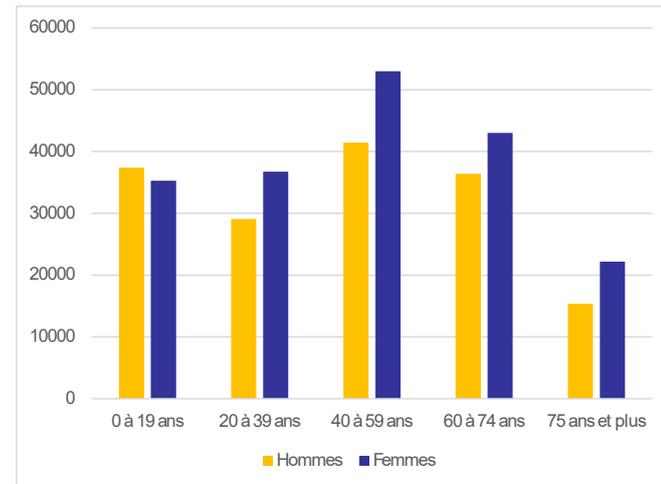


## Répartition par âge de la population martiniquaise

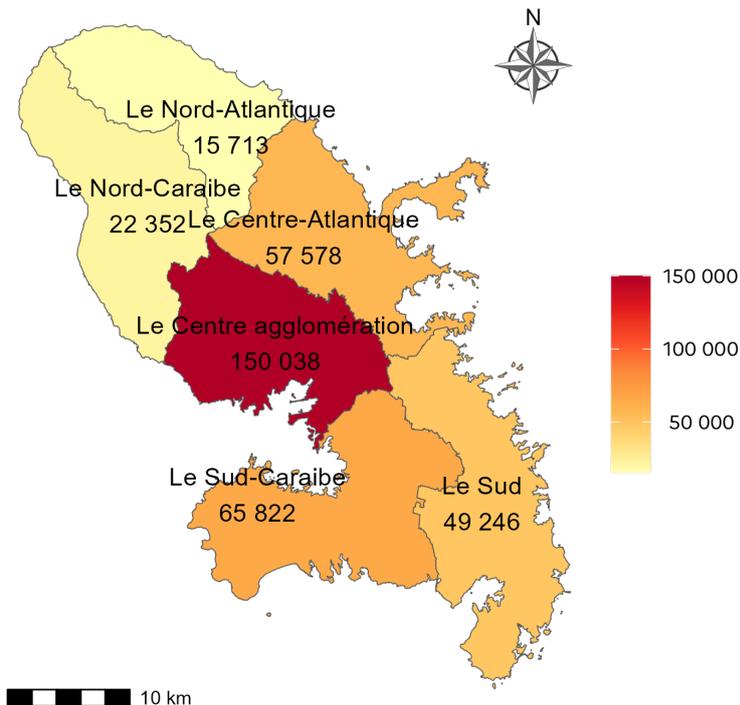
**21%**  
DE LA POPULATION  
A MOINS DE 20 ANS



## Répartition par sexe et par âge de la population



# Population municipale selon les zones d'emploi en 2021



Zone	Commune	Population
Le Centre agglomération	Fort-de-France	74 921
Le Centre agglomération	Le Lamentin	39 641
Le Centre agglomération	Saint-Joseph	16 135
Le Centre agglomération	Schœlcher	19 341
Le Centre-Atlantique	Gros-Morne	9 876
Le Centre-Atlantique	Le Robert	21 305
Le Centre-Atlantique	Sainte-Marie	14 650
Le Centre-Atlantique	La Trinité	11 747
Le Nord-Atlantique	L'Ajoupa-Bouillon	1 715
Le Nord-Atlantique	Basse-Pointe	2 768
Le Nord-Atlantique	Grand'Rivière	531
Le Nord-Atlantique	Le Lorrain	6 648
Le Nord-Atlantique	Macouba	1 017
Le Nord-Atlantique	Le Marigot	3 034
Le Nord-Caraïbe	Le Carbet	3 517
Le Nord-Caraïbe	Case-Pilote	4 499
Le Nord-Caraïbe	Fonds-Saint-Denis	641

Zone	Commune	Population
Le Nord-Caraïbe	Le Morne-Rouge	4 551
Le Nord-Caraïbe	Le Prêcheur	1 377
Le Nord-Caraïbe	Saint-Pierre	4 088
Le Nord-Caraïbe	Le Morne-Vert	1 778
Le Nord-Caraïbe	Bellefontaine	1 901
Le Sud	Le François	15 996
Le Sud	Le Marin	8 586
Le Sud	Rivière-Pilote	11 712
Le Sud	Sainte-Anne	4 478
Le Sud	Le Vauclin	8 474
Le Sud-Caraïbe	Les Anses-d'Arlet	3 752
Le Sud-Caraïbe	Le Diamant	5 687
Le Sud-Caraïbe	Ducos	17 912
Le Sud-Caraïbe	Rivière-Salée	11 887
Le Sud-Caraïbe	Saint-Esprit	10 270
Le Sud-Caraïbe	Sainte-Luce	9 350
Le Sud-Caraïbe	Les Trois-Îlets	6 964

Source : Insee, recensement de la population 2021, exploitation principale, géographie au 01/01/2024

## L'activité des martiniquais

Population des 15 à 64 ans selon le sexe et le type d'activité en 2021

ACTIFS

	Homme	Femme
Ayant un emploi	58 738	68 934
Chômeurs	14 612	18 793
<b>Total</b>	<b>73 350</b>	<b>87 727</b>

INACTIFS

	Homme	Femme
Retraités ou préretraités	4 456	5 312
Élèves, étudiants, ou stagiaires	11 382	12 146
Femmes ou hommes au foyer	307	3 837
Autres inactifs	12 875	12 970



## L'emploi des martiniquais

En Martinique en 2021 :

**110 555**  
emplois salariés

**21 196**  
emplois non salariés

### SALARIÉS

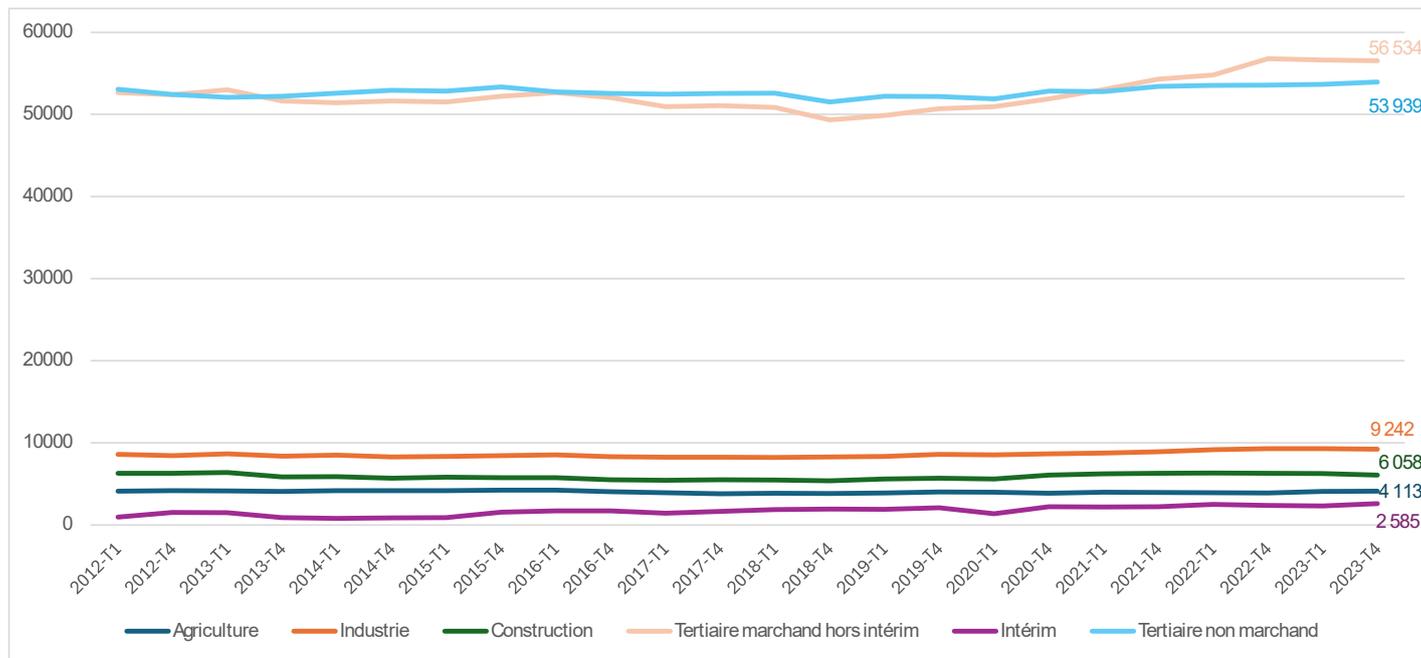
	Homme	Femme
Apprentissage - Stage	895	841
Intérim	751	591
Emplois aidés	435	860
CDD	6 371	9 608
CDI	39 887	50 316

### NON SALARIÉS

	Homme	Femme
Indépendants	8 400	6 101
Employeurs	4 280	2 267
Aides familiaux	53	95

# L'emploi des martiniquais

**132 471** emplois salariés au 4ème trimestre 2023

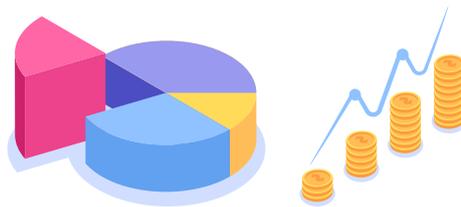


Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares

# La pauvreté monétaire et le niveau de vie des ménages

## Indicateurs de pauvreté en Martinique en 2021

Un taux de pauvreté de  
**26,8%**  
 en Martinique en 2021



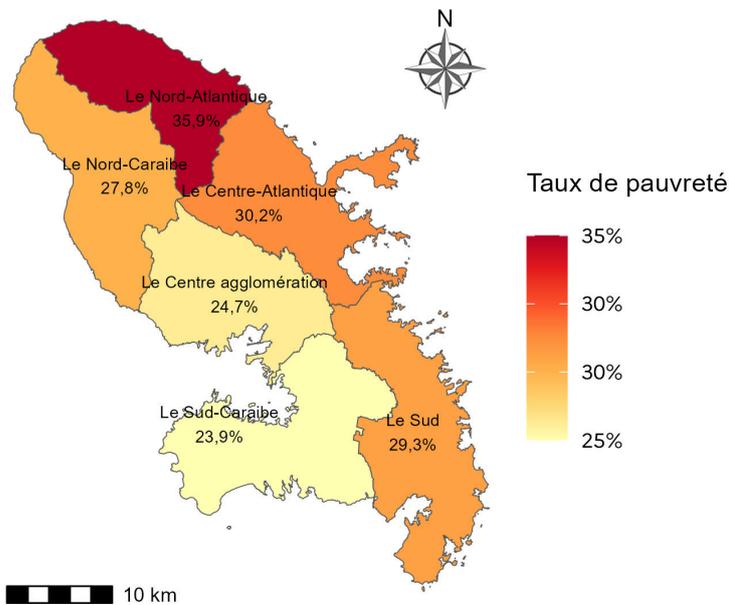
	Martinique	Hexagone
Taux de pauvreté (en %)	26,8	14,9
Niveau de vie médian mensuel (€/UC)	1 648	1 923
Niveau de vie médian mensuel (€/UC) des personnes pauvres	877	914
Rapport interdécile (D9/D1)	4,2	3,4
Ratio (100-S80/S20)	5,4	4,5

\*L'unité de consommation (UC) est un outil permettant de comparer le niveau de vie des ménages en prenant en considération la taille et la composition du ménage. Les calculs usuels sont les suivants : 1 UC est attribuée au premier adulte du ménage, 0,5 UC à chaque autre personne de 14 ans ou plus, et 0,3 UC à chaque enfant de moins de 14 ans.

Sources : Insee, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) 2021, géographie au 01/01/2022

# La pauvreté monétaire et le niveau de vie des ménages

## Taux de pauvreté par zone d'emploi en 2021



## Les minima sociaux

### Indicateurs du RSA et de la prime d'activité en Martinique

<b>Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31/12/2022</b>	<b>34 798</b>
dont :	
<i>RSA majoré</i>	3 684
<i>RSA jeune</i>	6
<i>Part de la population couverte</i>	16,9 %
<b>Allocataires de la prime d'activité au 31/12/2022</b>	<b>33 654</b>
dont :	
<i>Prime d'activité majorée</i>	2 359
<i>Part de la population couverte</i>	16,9 %

Note : Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence  
Sources : CNAF, MSA

# Les minima sociaux

## Indicateurs des autres minima sociaux en Martinique

Allocataires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31/12/2022	4 547
Allocataires de l'ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans	2,1
Allocataires de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) ou de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) au 31/12/2022	12 813
Allocataires de l'ASV ou de l'ASPA pour 100 personnes de 62 ans et plus	11,3
Bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire (CSS) sans ou avec participation financière au 01/01/2023	89 532
Bénéficiaires de la CSS pour 100 personnes bénéficiaires du régime générale	25,6
Allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31/12/2022	9 358
Allocataires de l'AAH pour 100 personnes de 20 à 64 ans	2,6

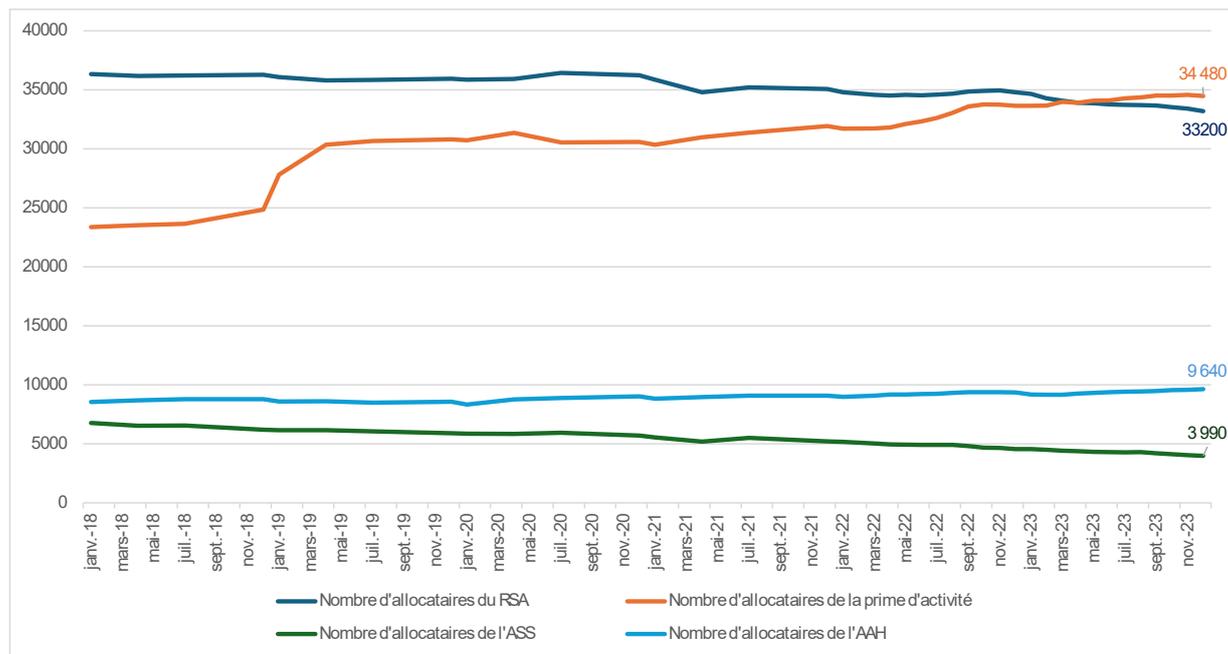
Note : Pour les données Cnaf, la répartition est faite selon le département de la caisse de gestion.

Sources : Insee, CNAF, MSA, CNAM, CNAV, Estimation DREES, France travail, fichier national des assedic

\* Attention rupture de série : à la suite d'une amélioration du système de production statistique de la Cnaf sur les bénéficiaires de prestations légales, les données à partir de 2016 sur le RSA, l'AAH et le total des minima sociaux ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

## Les minima sociaux

### Evolution mensuelle du nombre d'allocataires des minima sociaux entre 2018 et 2023 en Martinique



# Le handicap et la dépendance

## Les entreprises assujetties et l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (OETH)

# 1,7%\*

de l'ensemble des salariés (en ETP) sont bénéficiaires de l'OETH en 2023

	2022	2023
Nombre d'entreprises assujetties	638	628
Effectifs assujettis dans l'ensemble des entreprises assujetties (en équivalent temps plein)	39 405	36 925
Nombre théorique de travailleurs handicapés que les entreprises devaient employer*	2 047	1 900
Part de l'obligation attendue dans les effectifs assujettis (en %)**	5,2	5,1

«nb : données provisoires.

\* Le nombre de travailleurs handicapés que les entreprises ont l'obligation d'employer doit s'établir à 6% de leur effectif d'assujettissement, arrondi à l'unité inférieure.

\*\* Le taux de 6% est théorique car, dans la pratique, l'arrondissement à l'unité inférieure fait baisser ce taux. Ainsi, par exemple, pour une assiette d'assujettissement de 33 salariés, le calcul est le suivant :  $6\% \times 33 = 1,98$ . L'obligation est d'une unité, soit 3% de l'assiette (c'est le cas limite).

Champ : entreprises de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic), dont le siège social est localisé sur le territoire, France entière.

Source : Agefiph-Dares, DOETH, Traitement Dares, DSN-Sismmo, extraction en septembre 2024 pour les années 2021, 2022 et 2023.»

## Le handicap et la dépendance

### Les travailleurs handicapés dans les effectifs des entreprises assujetties, selon les trois modes de décompte\*

	2022	2023
Nombre de travailleurs handicapés employés en personnes physiques	975	910
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein**	696	621
Taux d'emploi direct en équivalent temps plein (en %)	1,8	1,7
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein après majoration***	897	808
Taux d'emploi direct en équivalent temps plein majoré (en %)	2,3	2,2

\*données provisoires.

\* Les travailleurs handicapés pris en compte sont ceux employés directement par les entreprises assujetties (c'est-à-dire hors ceux mis à disposition). Ils sont décomptés selon trois modes différents.

\*\* Le décompte des travailleurs handicapés employés en équivalent temps plein s'effectue au prorata du temps réel de travail, du temps de présence dans l'année et de la durée de validité de la reconnaissance.

\*\*\* La majoration consiste à appliquer pour chaque travailleur handicapé âgé de 50 ans ou plus un coefficient de valorisation de 1,5 dans le calcul des effectifs de BOETH. Par exemple, une personne ayant travaillé à 80 % à compter du 1er juillet de l'année compte pour :  $[0,8*(6/12)]*1,5 = 0,6$  équivalent temps plein.

Champ : entreprises de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic), France entière

Source : Dares, DSN-Sismmo, extraction en septembre 2024 pour les années 2021, 2022 et 2023.»

## Les quartiers de la politique de la ville

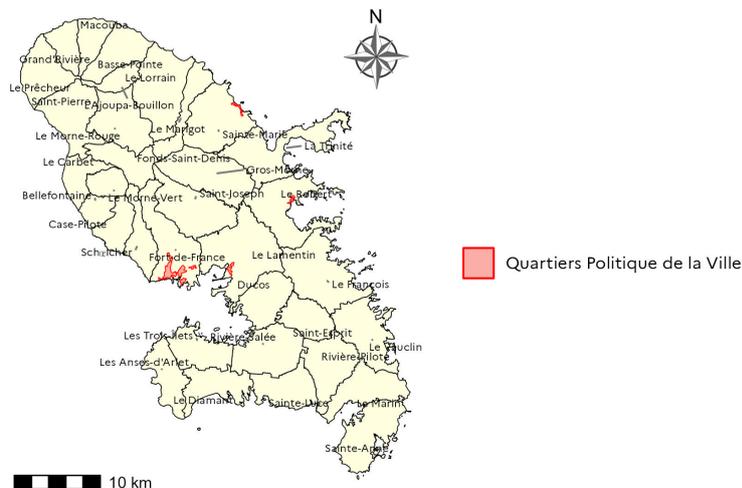
Quartier de la politique de la ville	Nom du quartier de la politique de la ville	Nom des communes Fort-de-France	Population municipale 2018
QP972001	Quartiers Ouest	Fort-de-France	10367
QP972002	Quartiers Sainte-Thérèse Bon Air	Fort-de-France	4072
QP972003	Quartier Volga Plage	Fort-de-France	2624
QP972004	Quartier Haut Dillon	Fort-de-France	2226
QP972005	Frange Ouest Du Centre-Ville Aggloméré	Le Lamentin	1754
QP972006	Zone De Cité Lacroix Trou Terre Pointe Lynch	Le Robert	2031
QP972007	Tombolo City	Sainte-Marie	1227

©Insee Source(s) : recensement de la population 2018, recensements exhaustifs de 2017 à Mayotte et en Polynésie française  
 Mise en ligne le 12/10/2021 - Découpage géographique communal au 01/01/2020 - Découpage géographique des QPV au 14/09/2015

# Les quartiers de la politique de la ville

## Les quartiers prioritaires de la politique de la ville

Quartiers de la Politique de la Ville en Martinique



Source : Insee, recensement de la population 2018  
Traitement : SESE - DEETS de la Martinique



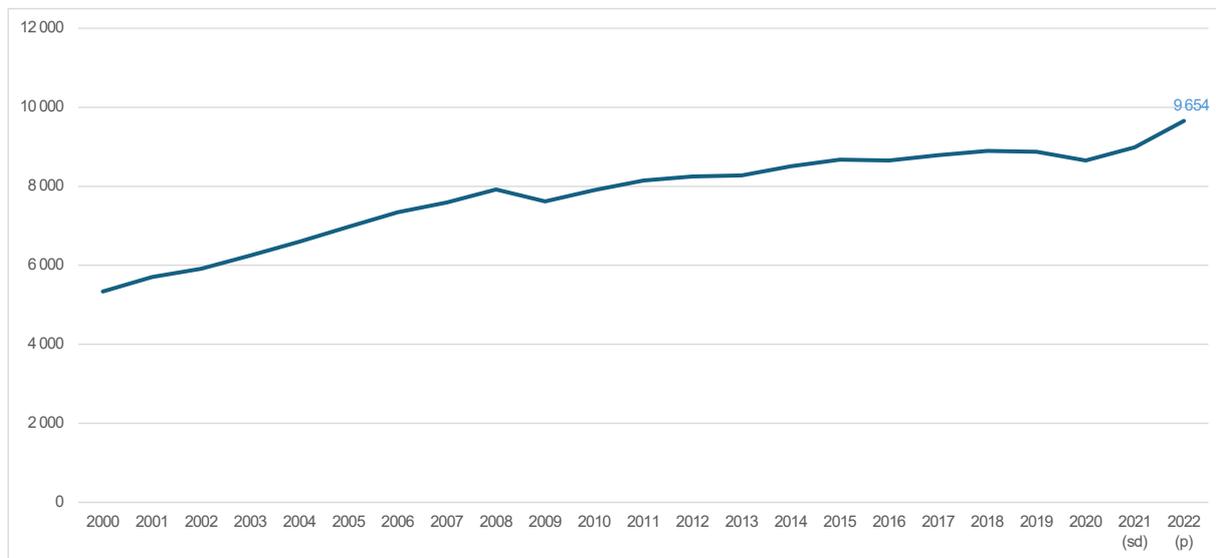


# ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



# Le produit intérieur brut (PIB)

En 2022, PIB en valeur de la valeur est de 9 654 millions d'euros



**sd : semi-définitive p : provisoire**

Source : Insee - Comptes régionaux, estimations de la population

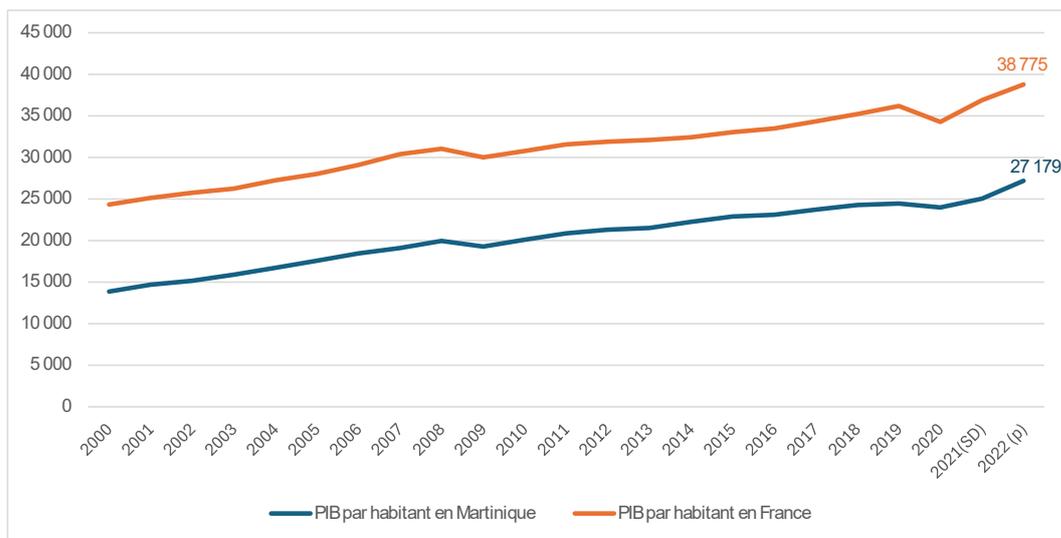
Les données antérieures à 2015 (de 1990 à 2015) sont en base 2010 des comptes nationaux. Celles de 2015 à 2020 sont en base 2014.

Les données 2021 sont demi-définitives et celles de 2022 sont provisoires.

## Le produit intérieur brut (PIB)

Un PIB par habitant de 27 179 € en Martinique  
contre 38 775 € en France en 2022

Evolution du PIB/habitant avec comparaison au niveau national



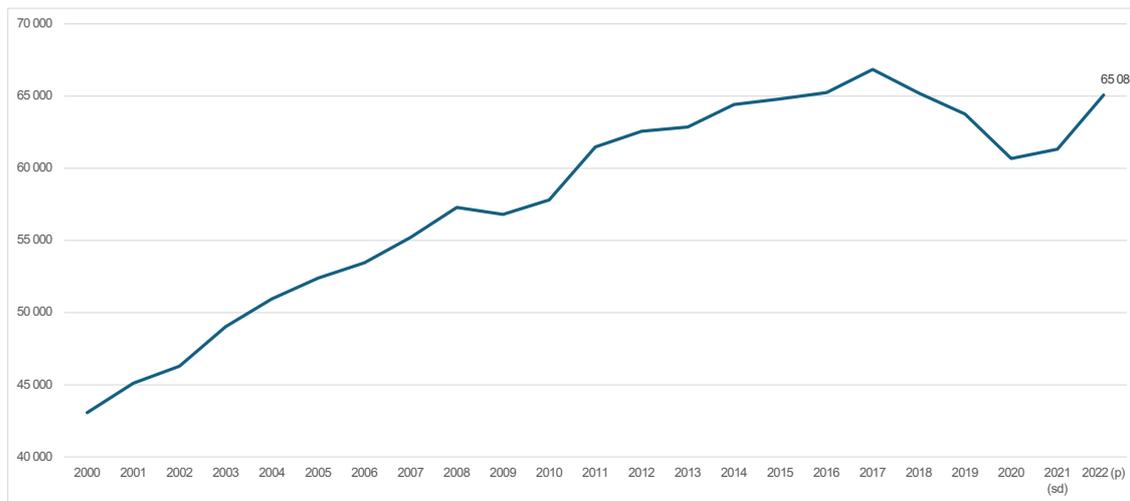
sd : semi-définitive p : provisoire

Source : Insee - Comptes régionaux base 2014, Estimations de population

# Le produit intérieur brut (PIB)

En 2022, le PIB par emploi de la Martinique est de 65 080 euros

## Evolution du PIB par emploi (en euros) de la Martinique



sd : semi-définitive p : provisoire

Source : Insee - Produits intérieurs bruts régionaux et valeurs ajoutées régionales.

Les données antérieures à 2015 (de 1990 à 2015) sont en base 2010 des comptes nationaux.

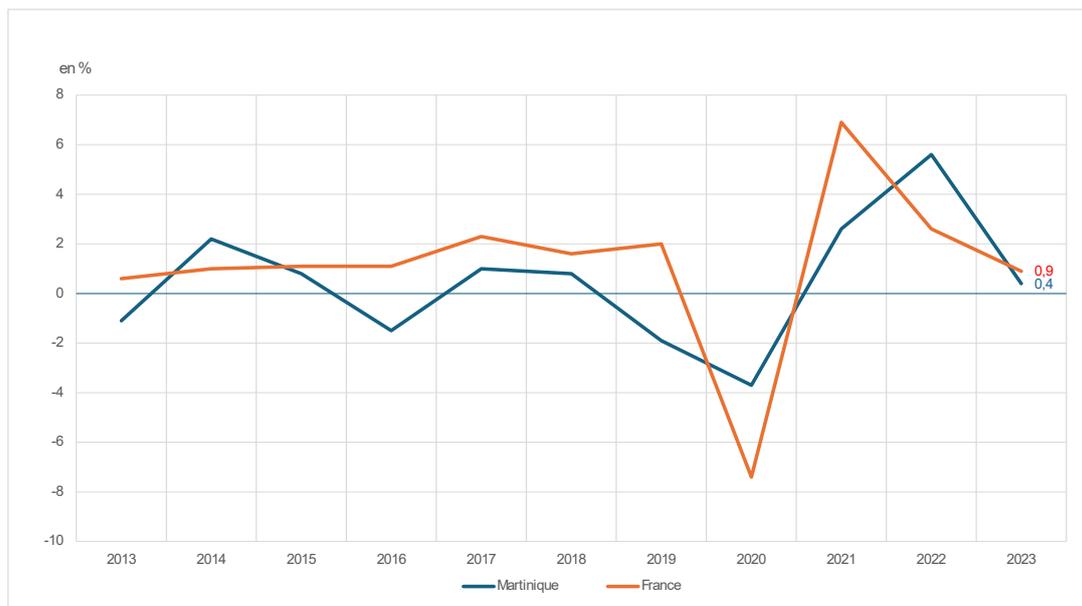
Celles de 2015 à 2020 sont en base 2014. Les données 2021 sont demi-définitives et celles de 2022 sont provisoires.

A partir de l'exercice 2008 a été mis en place un nouveau dispositif d'élaboration des statistiques annuelles d'entreprise (ESANE). Ce changement de dispositif génère des ruptures de niveau des résultats produits, le passage entre les années 2007 et 2008 peut présenter des évolutions chaotiques inhérentes à l'évolution de cette source.

# Le produit intérieur brut (PIB)

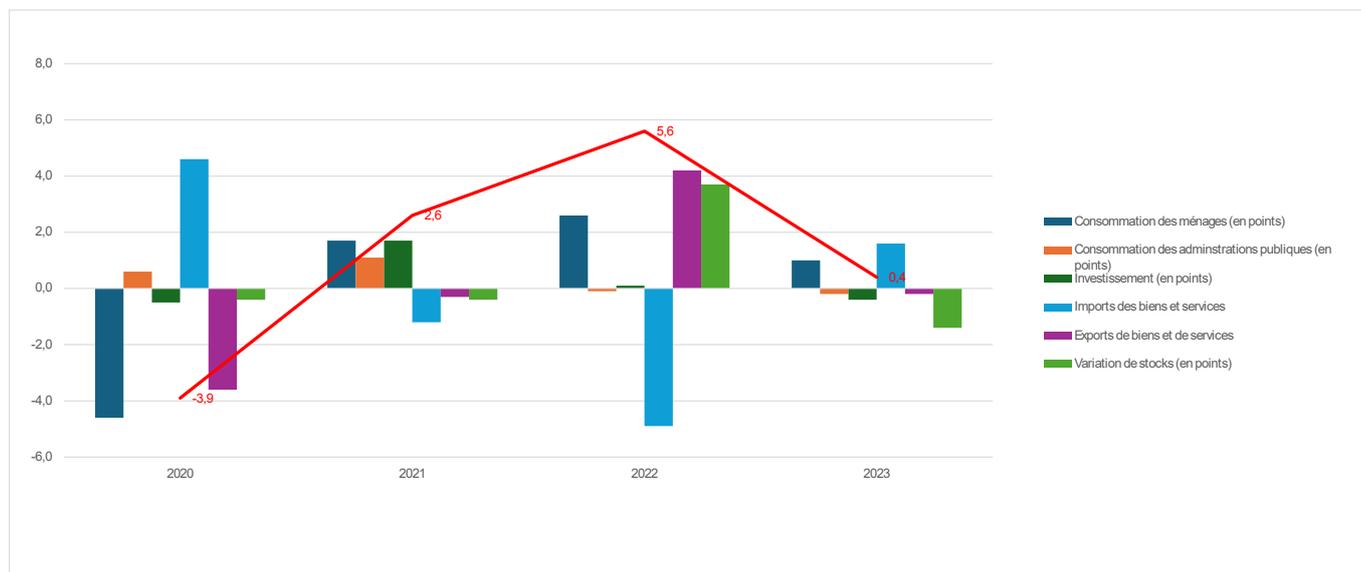
En 2023, la Martinique a une croissance de 0,4 %

Evolution du taux de croissance du PIB en volume à la Martinique et en France



# Le produit intérieur brut (PIB)

## Evolution du taux de croissance du PIB en volume et contributions à cette évolution en Martinique



Note de lecture : En 2023, la croissance du PIB est de 0,4 %. La consommation des ménages contribue pour 1 point à cette croissance.

Source : comptes nationaux, base 2020

# Les entreprises Martiniquaise

## Nombre d'unités légales économiquement actives en 2021

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>38 859</b>	<b>100,0</b>
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	1 845	4,7
Construction	2 891	7,4
Commerce de gros et de détail transports, hébergement et restauration	7 138	18,4
Information et communication	611	1,6
Activités financières et d'assurance	979	2,5
Activités immobilières	1 415	3,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	18 033	46,4
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	4 187	10,8
Autres activités de services	1 760	4,5

Champ : unités légales marchandes et productives non agricoles, actives économiquement dans l'année

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024

# Les établissements Martiniquaise économiquement actifs

## Nombre d'établissements économiquement actifs en 2021

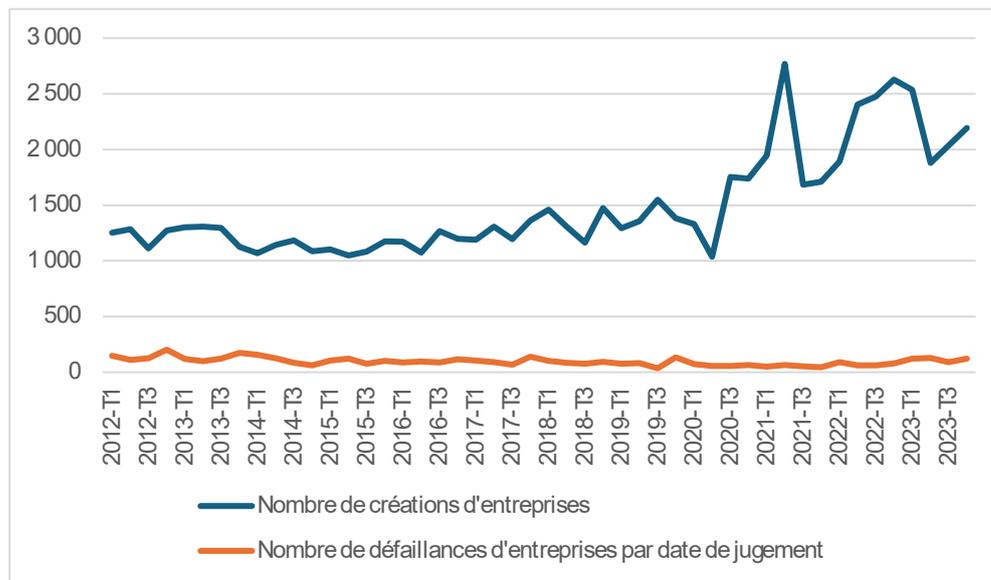
	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>41 275</b>	<b>100,0</b>
Industries manufacturières, industries extractives et autres	1 955	4,7
Construction	2 959	7,2
Commerce de gros et de détail transports, hébergement et restauration	7 797	18,9
Information et communication	692	1,7
Activités financières et d'assurance	1 195	2,9
Activités immobilières	1 442	3,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	18 785	45,5
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	4 613	11,2
Autres activités de services	1 837	4,5

Champ : établissements non agricoles appartenant à des unités légales marchandes et productives actifs économiquement dans l'année

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024

# Créations et défaillances d'entreprises en Martinique

## Evolution trimestrielle du nombre de créations et de défaillances d'entreprises



8 644 entreprises créées en 2023 en Martinique

**Au quatrième trimestre 2023 :**  
- 2 193 entreprises créées  
- 122 défaillances entreprises enregistrées

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS) pour les créations d'entreprises, données brutes pour les défaillances.

Champs : Secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE)

# Les entreprises Martiniquaises

## Répartition des créations d'entreprises selon le secteur d'activité agrégé en Martinique en 2022

	Nombre de créations d'entreprises (hors micro-entreprises)
<b>Ensemble</b>	<b>5 774</b>
Industrie	111
Construction	246
Commerces, Transports, Hébergement et Restauration	735
Autres activités de service	4 682

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE)

## Les entreprises ayant au moins un salarié

### Répartition du nombre de salariés et d'établissements Martiniquais selon les zones d'emploi en 2022

Zone d'emploi	Nombre	dont particuliers employeurs	Nombre	Equivalent temps plein (ETP)
Le Centre agglomération	11 899	4 922	85 197	72 671,0
Le Centre-Atlantique	3 338	1 938	13 419	10 518,8
Le Nord-Atlantique	955	548	4 036	3 149,9
Le Nord-Caraïbe	1 219	660	6 078	4 764,5
Le Sud	2 952	1 638	10 884	8 247,4
Le Sud-Caraïbe	4 476	2 192	17 846	13 888,2
<b>Martinique</b>	<b>24 839</b>	<b>11 898</b>	<b>137 460</b>	<b>113 239,8</b>

Champ : Les effectifs sont présentés en fin d'année et tous les postes de l'établissement sont pris en compte.

Les établissements de la défense sont exclus (salariés civils et militaires). Un établissement est inclus dans le fichier s'il a eu au moins un salarié pendant l'année N ou N-1.

Sources : Insee, Flores (Fichiers Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié)

# Les établissements ayant au moins un salarié

## Répartition du nombre d'établissements Martiniquais selon les zones d'emploi et les secteurs d'activité en 2022

	Ensemble	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Autres services marchands	Services non marchands
Le Centre agglomération	3338	73	135	185	281	2 121	543
Le Centre-Atlantique	11899	68	504	594	1 483	7 443	1 807
Le Nord-Atlantique	955	98	16	36	52	618	135
Le Nord-Caraïbe	1219	54	44	48	80	852	141
Le Sud	2952	90	105	164	210	1 820	563
Le Sud-Caraïbe	4476	70	213	289	446	2 442	1 016
<b>Martinique</b>	<b>24839</b>	<b>453</b>	<b>1 017</b>	<b>1 316</b>	<b>2 552</b>	<b>15 296</b>	<b>4 205</b>

Champ : Les effectifs sont présentés en fin d'année et tous les postes de l'établissement sont pris en compte. Les établissements de la défense sont exclus (salariés civils et militaires). Un établissement est inclus dans le fichier s'il a eu au moins un salarié pendant l'année N ou N-1.

NB: Il se peut que le secteur d'activité de l'établissement ne soit pas renseigné dans la base  
Les particuliers employeurs sont inclus dans la base

Sources : Insee, Flores (Fichiers Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié)

# Etablissements actifs employeurs

Fin 2022, 11 898 particuliers employeurs en Martinique

## Répartition des particuliers employeurs fin 2022

Particuliers employeurs	11 898
Employeurs d'assistantes maternelles	2 269
Employeurs d'autres salariés	9 629

Champ : particuliers employeurs

Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/2024

# L'emploi associatif

**Part de l'emploi associatif en ETP sur l'emploi total en 2022 : 100%**

**L'emploi associatif en Martinique à la fin de l'année 2022**

	Nombre d'établissements associatifs	Nombre de salariés
Action sociale	244	5 111
Activités sportives, récréatives et de loisirs	114	625
Arts spectacles et activités récréatives	68	356
Autres établissements associatifs	419	3 133
Enseignement	76	1 603
Santé humaine	22	485
<b>Total</b>	<b>943</b>	<b>11 313</b>

Champ : ensemble des associations qui ont au moins un salarié durant l'année 2022

Sources : Insee, Flores (Fichiers Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié) en géographie au 01/01/2024





# MARCHÉ DU TRAVAIL

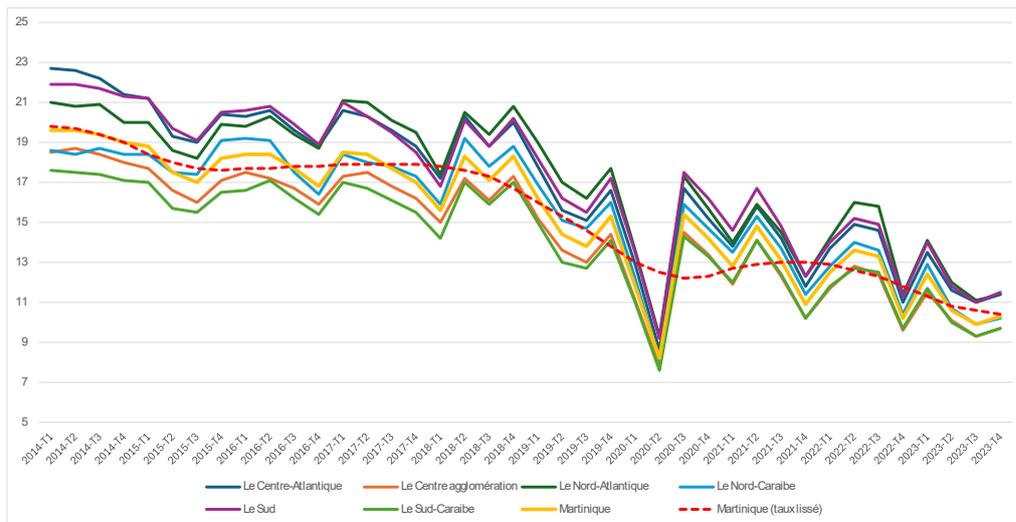
---



# Le taux de chômage en Martinique

## Evolution trimestrielle du taux de chômage en Martinique selon les zones d'emploi

Un taux de chômage de  
**10,3%**  
au 4ème trimestre 2023



Notes : données trimestrielles CVS

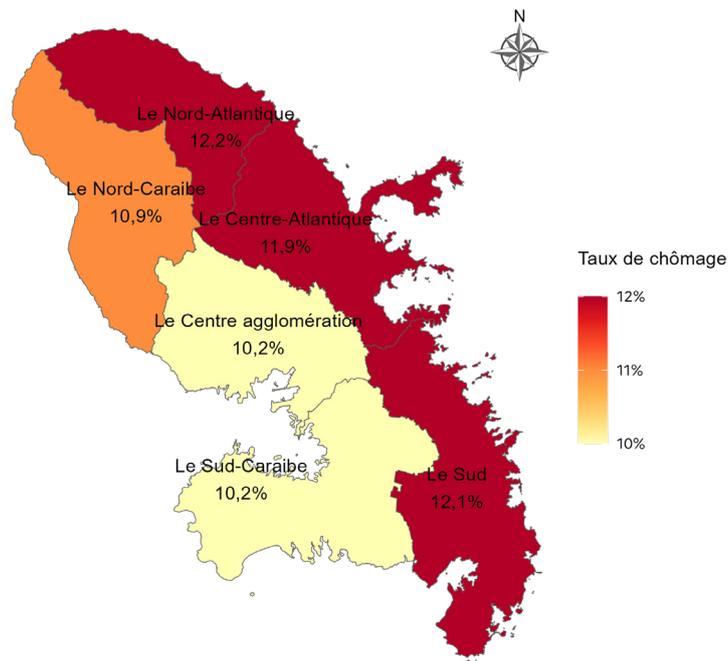
Avertissement : dans les DOM, contrairement aux départements de métropole, les séries de taux de chômage localisés sont directement issues d'une enquête par sondage. En conséquence, une part d'aléa est susceptible d'introduire du bruit à court terme dans les données. Dans les notes de conjoncture régionales, les séries de taux de chômage localisés sont ainsi complétées par des séries lissées représentant la tendance annuelle sous-jacente. Pour étudier les effets structurels et de long terme, les séries de taux de chômage en moyenne annuelle sont à privilégier.

Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé 2023

# Le taux de chômage en Martinique

## Taux de chômage annuel moyen par zone d'emploi en 2023

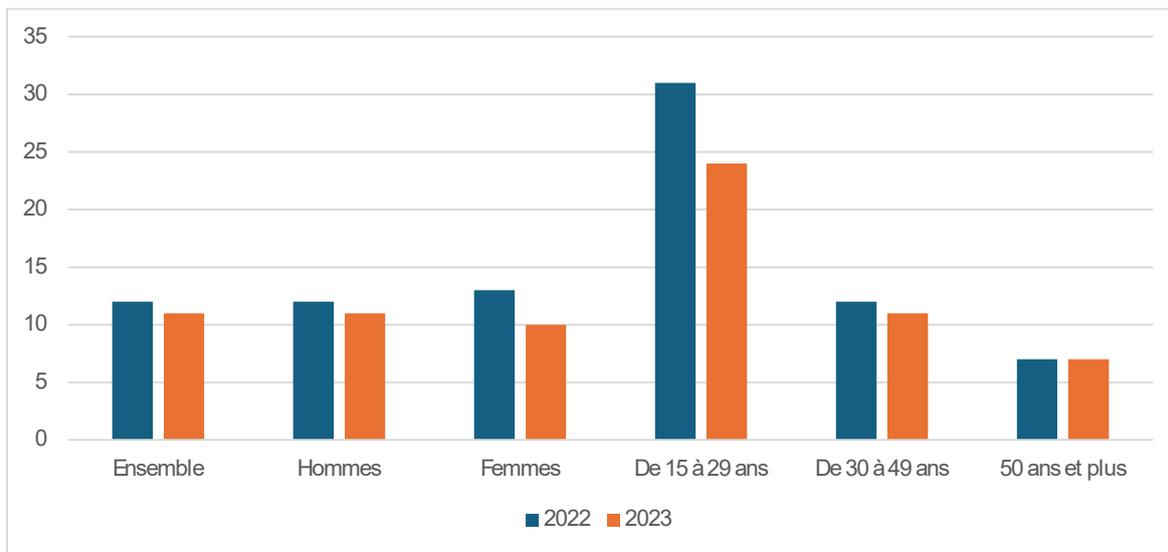
Un taux de chômage annuel de  
**10,8%**  
en moyenne en 2023



Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé

# Le taux de chômage en Martinique

## Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe et l'âge en 2022 et en 2023



Note : En 2021, l'Enquête Emploi a connu une refonte majeure. Son questionnaire a été rénové afin, d'une part, de conformer au nouveau règlement européen sur les statistiques sociales qui l'encadre et, d'autre part, de mieux répondre aux besoins des utilisateurs et aux enjeux du marché du travail. Son protocole de collecte a également été modernisé (possibilité de répondre par internet en réinterrogation) et sa méthode de pondération revue. Cette refonte peut engendrer des ruptures de séries sur certains indicateurs.

Lecture : En Martinique en 2023, 24 % des actifs de 15 à 29 ans sont au chômage

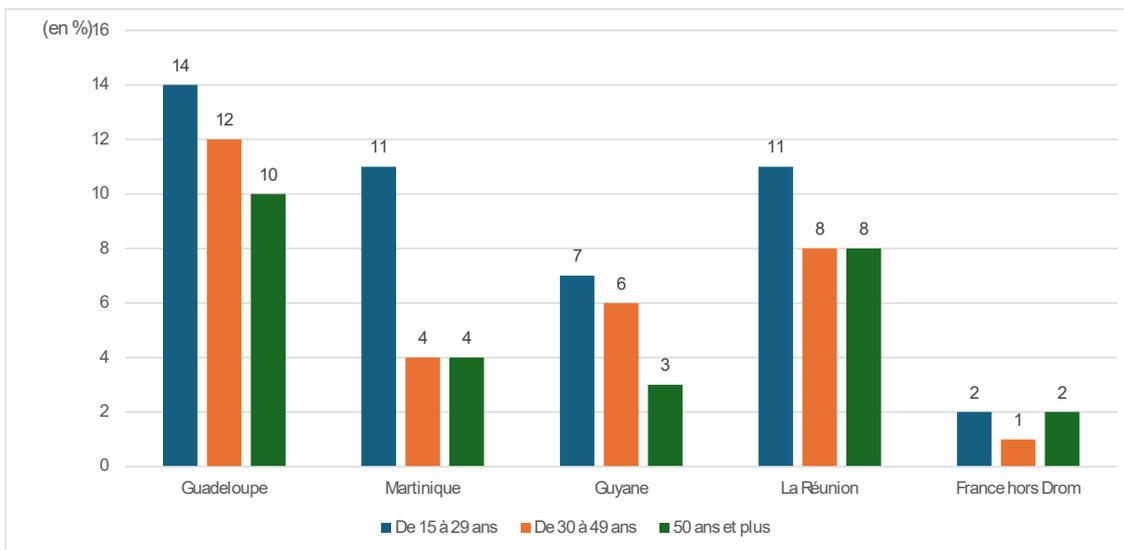
Champ : Personnes vivant en logement ordinaire de 15 ans ou plus

Source: Insee, Enquêtes Emploi

# Le taux de chômage en Martinique

Un taux de chômage de longue durée de 5 % en moyenne en 2023

Le taux de chômage de longue durée (d'au moins d'un an) en 2023

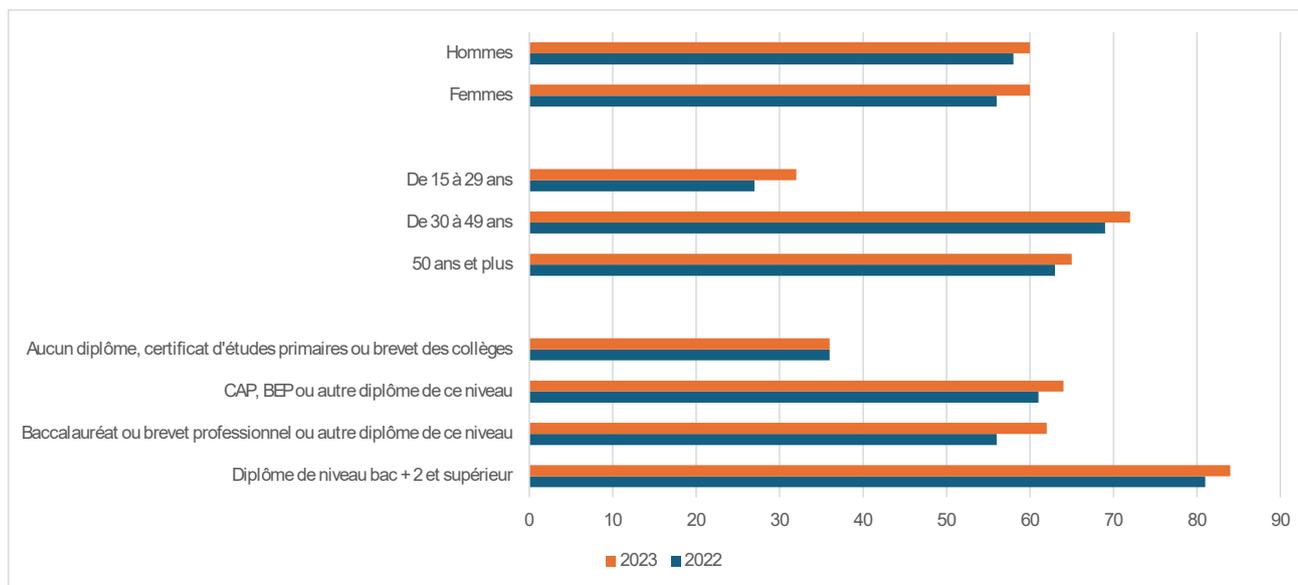


Lecture : En Martinique, en 2023, 11 % des actifs âgés de 15 à 29 ans sont au chômage depuis plus d'un an. Ils représentent 45 % de l'ensemble des personnes âgées de 15 à 29 ans au chômage  
Champ : Personnes vivant en logement ordinaire de 15 ans ou plus

Source : Insee, enquête Emploi

# Le taux d'emploi en Martinique

## Le taux d'emploi au sens du BIT selon le sexe, l'âge et le diplôme des personnes de 15 à 64 ans de 2022 à 2023



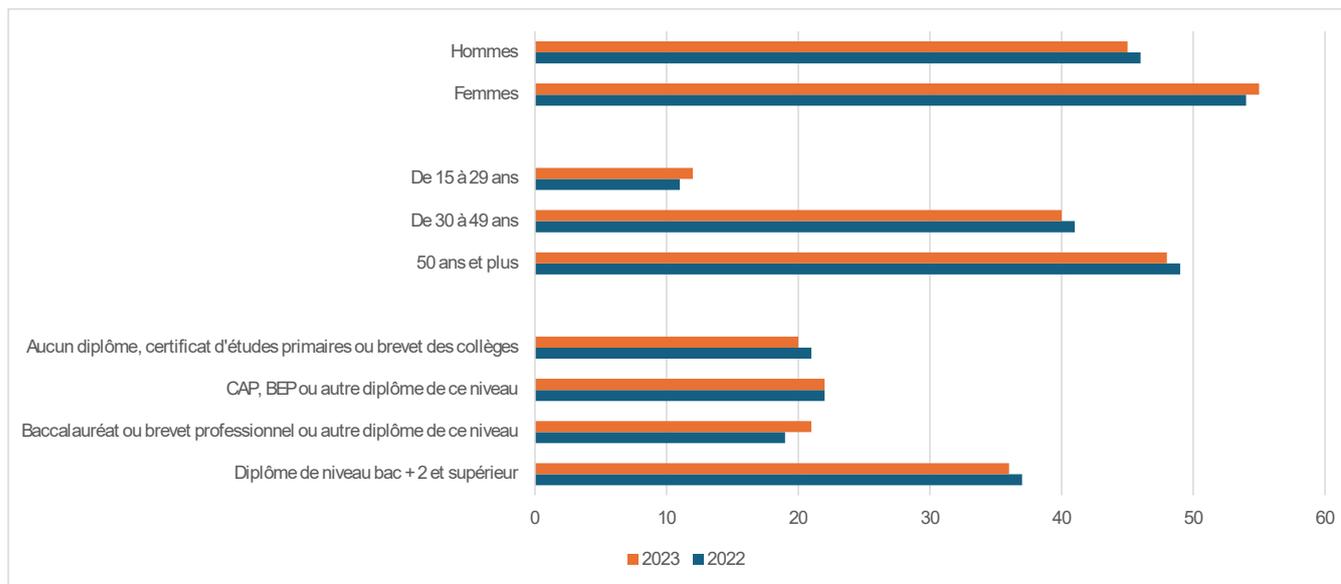
Lecture : En 2022, 84 % des Martiniquais qui ont un diplôme de niveau bac+2 et supérieur occupent un emploi au sens du BIT

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 64 ans

Source: Insee, enquêtes emploi

# Le taux d'emploi en Martinique

## Répartition des personnes de 15 ans ou plus en emploi au sens du BIT par sexe, par âge et par diplôme de 2022 à 2023 (%)



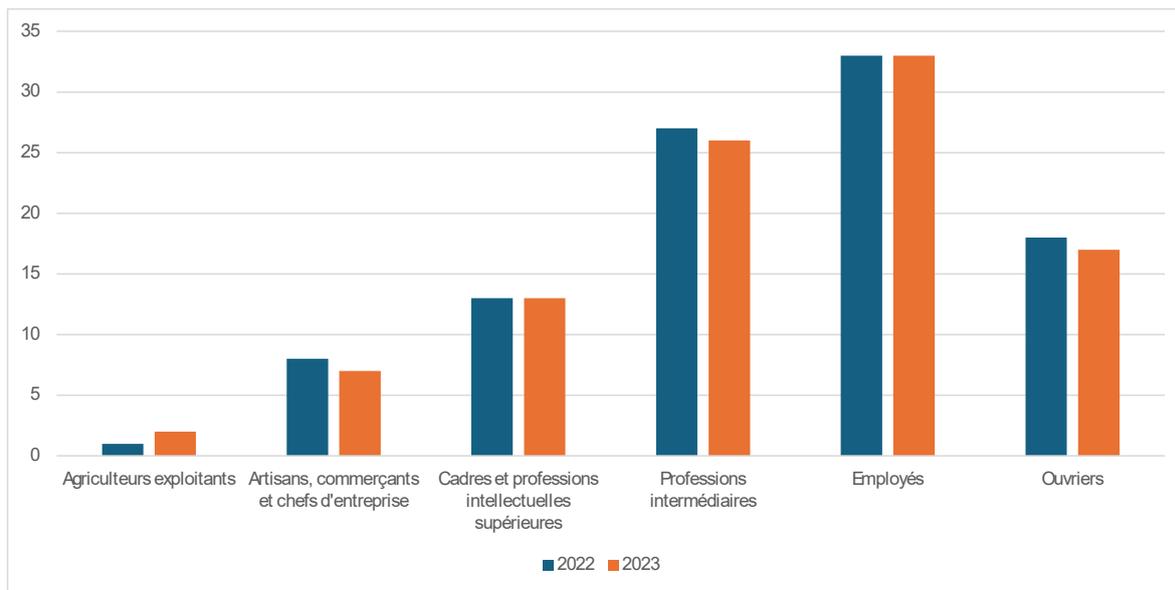
Lecture : En 2023, 12 % des personnes de 15 ans et plus en emploi ont entre 15 et 29 ans

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 ans ou plus

Source : Insee, enquêtes Emploi

## Le taux d'emploi en Martinique

### Répartition des personnes de 15 ans ou plus en emploi au sens du BIT par catégorie socio-professionnelle en 2023 (%)



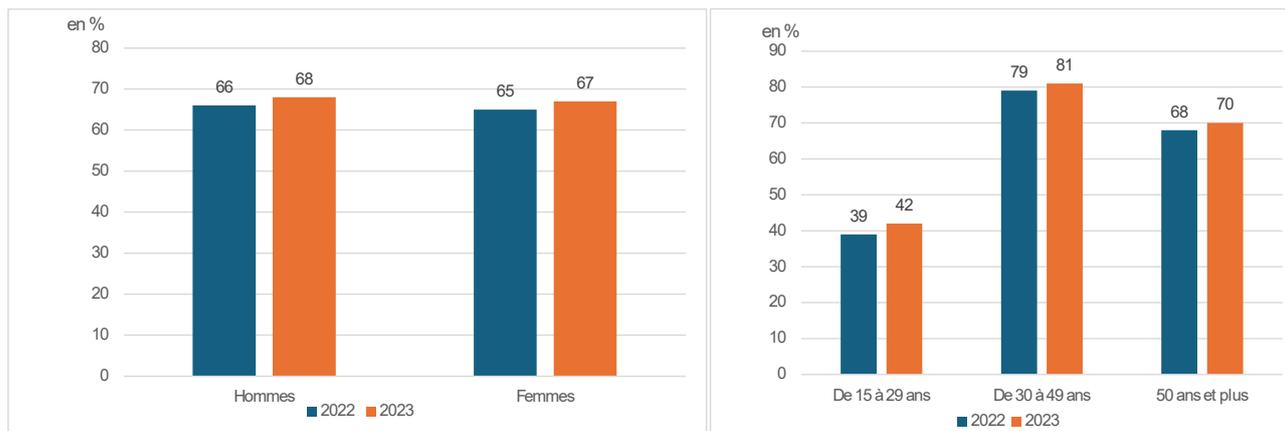
Lecture : En 2023, 33 % des personnes de 15 ans ou plus en emploi sont employées

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire de 15 ans ou plus

Source: Insee, Enquêtes Emploi

# Le taux d'activité en Martinique

## Le taux d'activité au sens du BIT des 15 à 64 ans selon le sexe et l'âge de 2022 à 2023



En 2021, l'enquête Emploi a connu une refonte majeure. Son questionnaire a été rénové afin, d'une part, de se conformer au nouveau règlement européen sur les statistiques sociales qui l'encadre et, d'autre part, de mieux répondre aux besoins de ses utilisateurs et aux nouveaux enjeux du marché du travail. Son protocole de collecte a également été modernisé (possibilité de répondre par Internet en réinterrogation) et sa méthode de pondération revue. Cette refonte peut engendrer des ruptures de séries sur certains indicateurs.

Lecture : En Martinique en 2023, 67 % des personnes de 15 à 64 ans sont actives (en emploi ou au chômage).

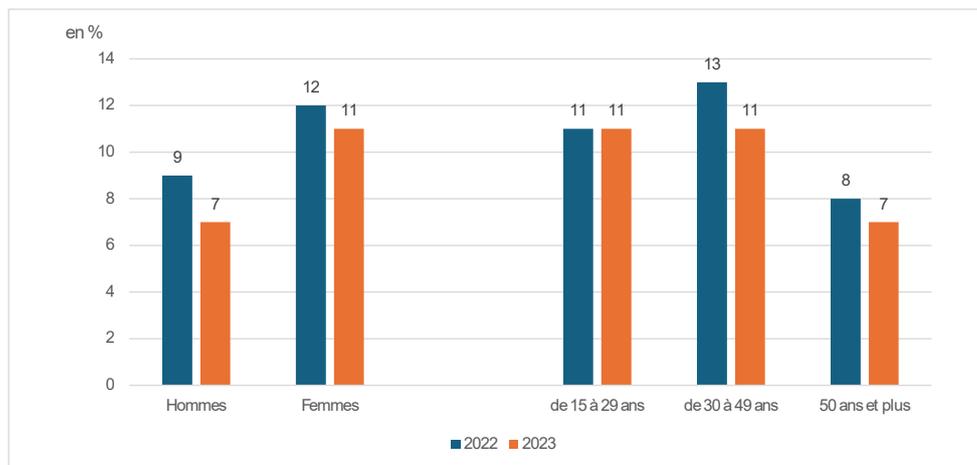
Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 64 ans

Source : Insee, enquêtes Emploi

# Le taux d'activité en Martinique

## 9 % des martiniquais âgés de 15 à 64 ans sont dans le halo du chômage en 2023

### Répartition du taux du halo autour du chômage au sens du BIT des 15 à 64 ans selon le sexe et l'âge en 2022 et 2023



En 2021, l'enquête Emploi a connu une refonte majeure. Son questionnaire a été rénové afin, d'une part, de se conformer au nouveau règlement européen sur les statistiques sociales qui l'encadre et, d'autre part, de mieux répondre aux besoins de ses utilisateurs et aux nouveaux enjeux du marché du travail. Son protocole de collecte a également été modernisé (possibilité de répondre par Internet en réinterrogation) et sa méthode de pondération revue. Cette refonte peut engendrer des ruptures de séries sur certains indicateurs.

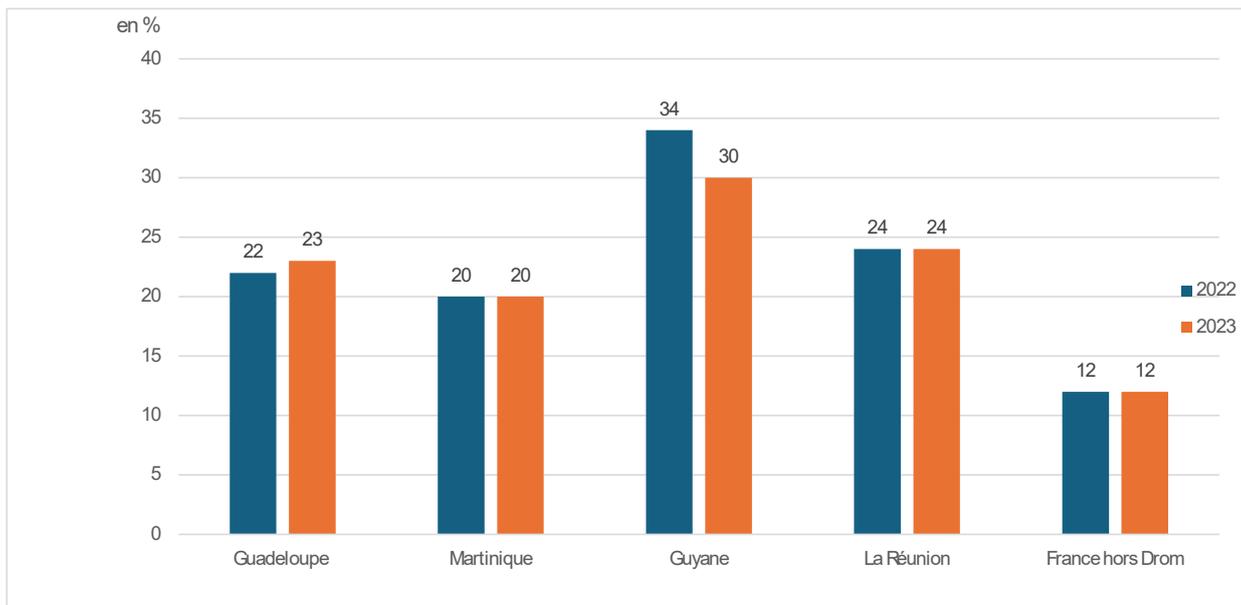
Lecture : En 2023, 11 % des femmes de 15 à 64 ans sont dans le halo autour du chômage.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 64 ans, restreint géographiquement pour la Guyane.

Source : Insee, enquêtes Emploi

## Le taux d'activité en Martinique

**Taux des jeunes de 15 à 29 ans ni en emploi au sens du BIT, ni en études, ni en formation (NEET) en 2022 et en 2023 (%)**



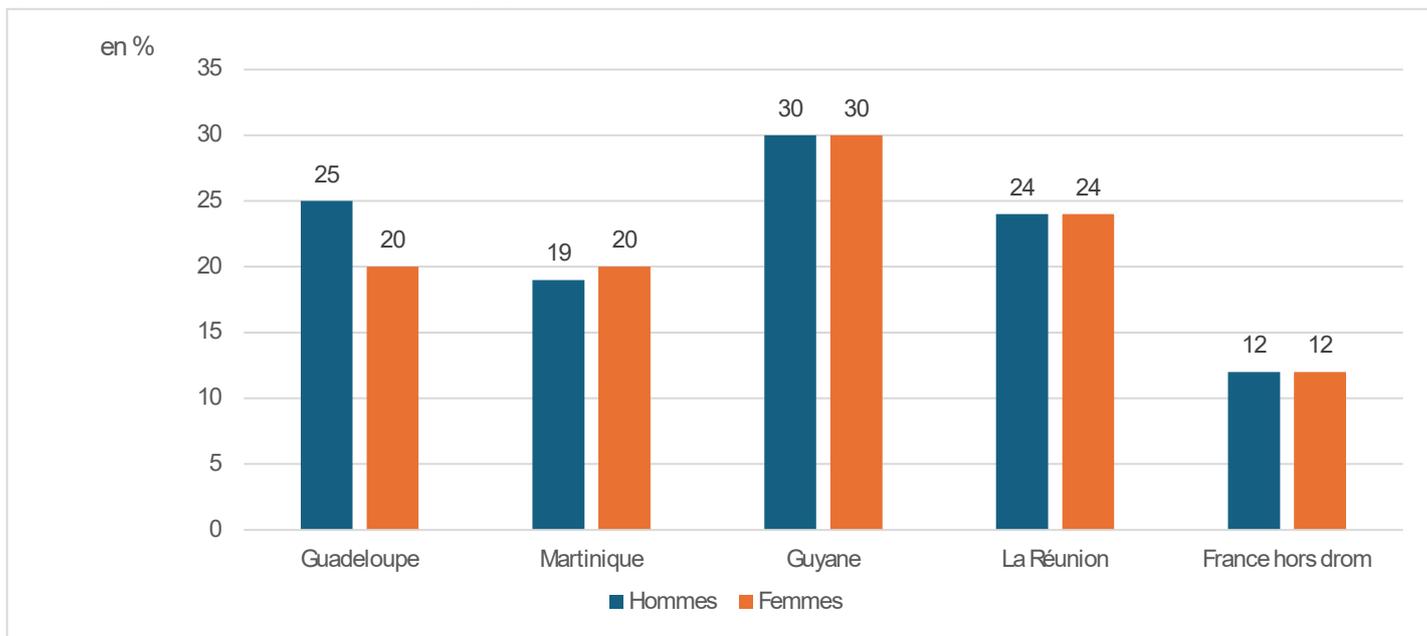
Lecture : En 2023, en Martinique 20 % des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi au sens du BIT, ni en études, ni en formation.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 29 ans, restreint géographiquement pour la Guyane.

Source : Insee, enquêtes Emploi

## Le taux d'activité en Martinique

Taux des jeunes de 15 à 29 ans ni en emploi au sens du BIT, ni en études, ni en formation (NEET) selon le sexe en 2023 (%)



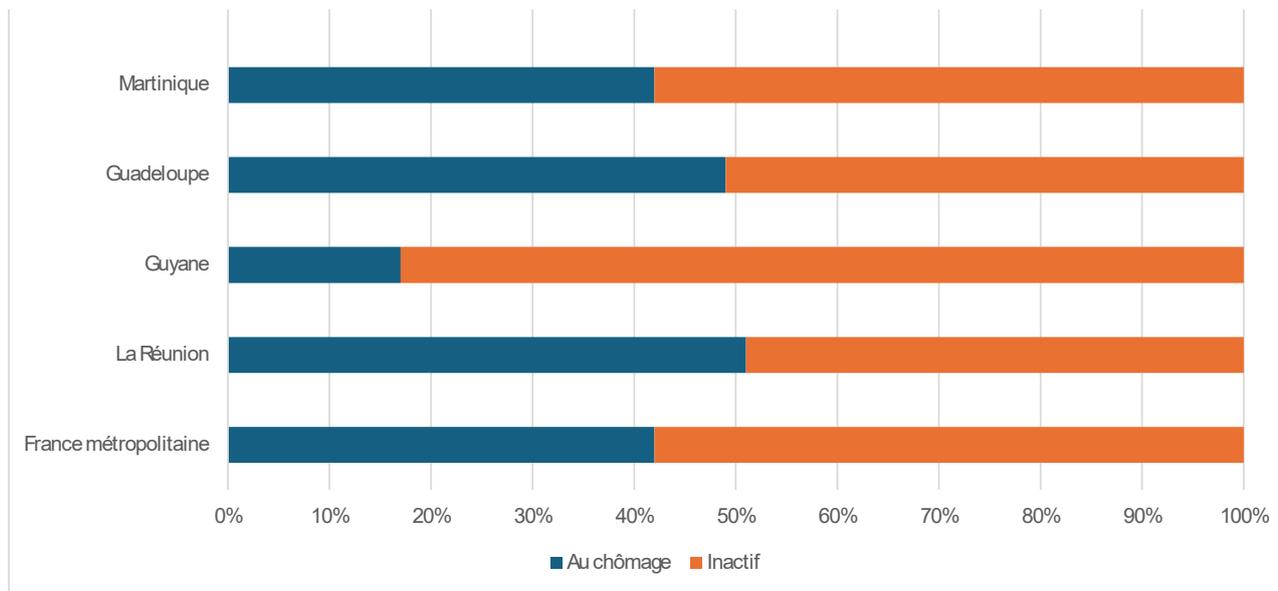
Lecture : En 2023, 20 % des jeunes martiniquais de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi au sens du BIT, ni en études, ni en formation.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 29 ans, restreint géographiquement pour la Guyane.

Source : Insee, enquêtes Emploi

## Le taux d'emploi en Martinique

**Taux des jeunes de 15 à 29 ans ni en emploi au sens du BIT, ni en études, ni en formation (NEET) selon l'activité en 2023 (%)**



Lecture : en 2023, en Martinique, parmi les NEETs 42 % sont au chômage et 58 % sont inactifs.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 29 ans, restreint géographiquement pour la Guyane.

Source : Insee, enquêtes Emploi

## Le taux d'activité en Martinique

### Répartition des personnes inactives au sens du BIT de 15 à 64 ans, par âge, diplôme et souhait de travailler selon le sexe en 2023 (%)

	Ensemble	Hommes	Femmes
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
De 15 à 29 ans	41	44	39
De 30 à 49 ans	20	14	25
50 ans et plus	39	42	36
Diplôme de niveau bac + 2 et supérieur	8	4	11
Baccalauréat ou brevet professionnel ou autre diplôme de ce niveau	18	12	22
CAP, BEP ou autre diplôme de ce niveau	18	15	21
Aucun diplôme, certificat d'études primaires ou brevet des collèges	56	69	46
Souhaite travailler, a recherché un emploi ou en a déjà un	29	23	33
Ne souhaite pas travailler	71	77	67
dont :			
<i>Fait des études ou suit une formation</i>	42	42	42
<i>A des problèmes de santé</i>	30	32	28

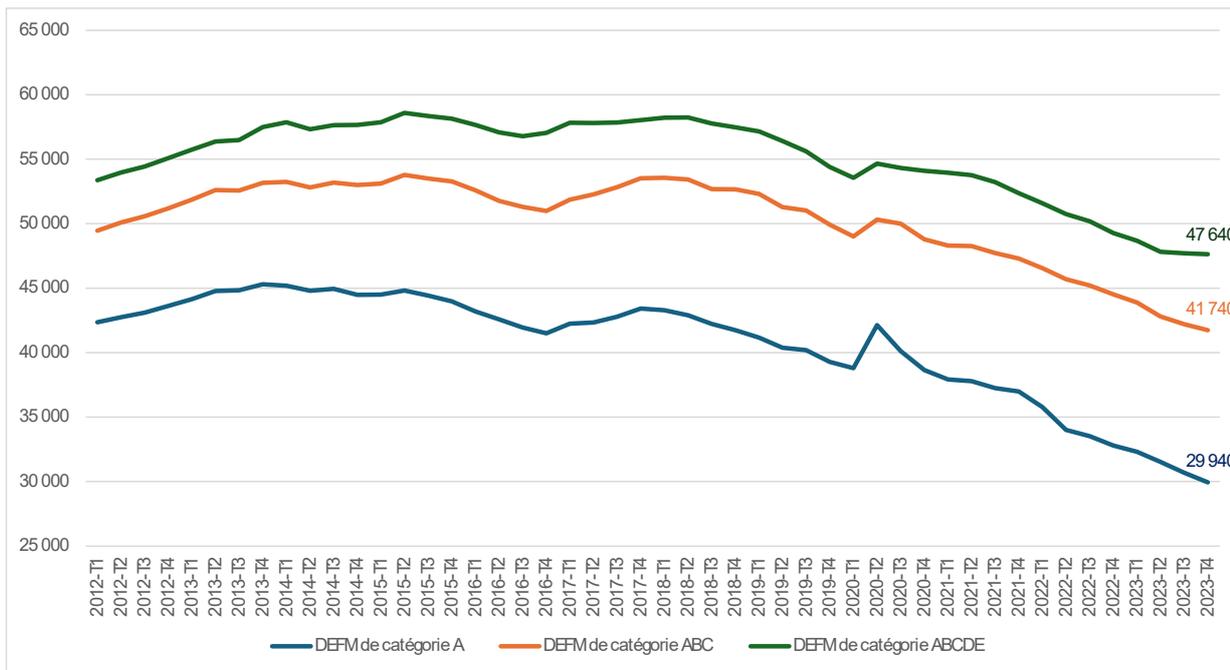
Lecture : En 2023, parmi les personnes de 15 à 64 ans inactives au sens du BIT, 41 % ont entre 15 et 29 ans, 8 % ont un diplôme de niveau bac + 2 ou supérieur, 29 % souhaitent travailler ou ont recherché un emploi ou en ont déjà un.

Champ : Personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 64 ans

Source : Insee, enquête Emploi 2023

# Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

## Evolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi en Martinique



Source : France travail - Dares, STMT données CVS 2023, traitements Dares - Deets de la Martinique

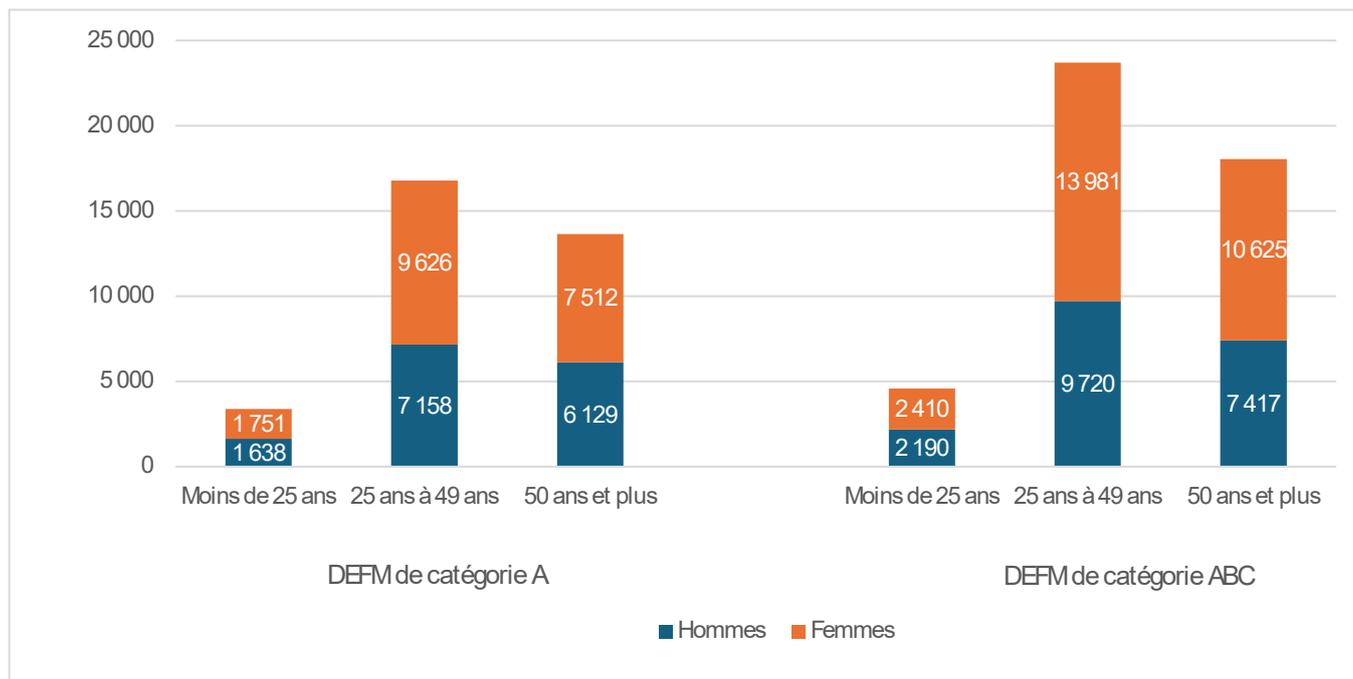
# Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

## Nombre moyen de DEFM de catégorie A et ABC en 2023

Catégorie	Hommes	Femmes
<b>A</b>	14 925	18 889
<b>ABC</b>	19 328	27 015

# Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

## Nombre moyen de DEFM de catégorie A et ABC en Martinique selon le sexe et l'âge en 2023



# Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) par zone d'emploi

## Nombre moyen de DEFM de catégorie A en Martinique par zone d'emploi en 2023

Age	Le Centre-Atlantique		Le Centre agglomération		Le Nord-Atlantique		Le Nord-Caraïbe		Le Sud		Le Sud-Caraïbe	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
DEFM de catégorie A de moins de 25 ans	649	738	263	289	246	240	296	302	99	100	85	81
DEFM de catégorie A de 25 à 49 ans	3 049	4 098	1 223	1 680	1 032	1 402	1 189	1 596	384	463	281	389
DEFM de catégorie A de 50 ans ou plus	2 334	2 866	1 047	1 238	1 009	1 248	1 100	1 404	348	371	292	385

## Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) par zone d'emploi

Nombre moyen de DEFM de catégorie A en Martinique selon le sexe et par zone d'emploi en 2023

Zone Emploi	Hommes	Femmes	Total
Le Centre-Atlantique	6 031	7 702	13 733
Le Centre agglomération	2 533	3 206	5 739
Le Nord-Atlantique	2 287	2 890	5 177
Le Nord-Caraïbe	2 586	3 303	5 889
Le Sud	830	934	1 764
Le Sud-Caraïbe	658	855	1 513
<b>Total</b>	<b>14 925</b>	<b>18 890</b>	<b>33 815</b>

# Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) par zone d'emploi

## Nombre moyen de DEFM de catégorie ABC en Martinique par zone d'emploi en 2023

Age	Le Centre-Atlantique		Le Centre agglomération		Le Nord-Atlantique		Le Nord-Caraïbe		Le Sud		Le Sud-Caraïbe	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
DEFM de catégorie ABC de moins de 25 ans	883	1 021	353	411	334	329	380	417	126	126	114	105
DEFM de catégorie ABC de 25 à 49 ans	4 182	5 905	1 706	2 572	1 374	2 027	1 595	2 297	493	638	370	542
DEFM de catégorie ABC de 50 ans ou plus	2 830	4 016	1 286	1 846	1 233	1 770	1 304	1 948	407	489	357	555

## Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) par zone d'emploi

Nombre moyen de DEFM de catégorie ABC en Martinique selon le sexe et par zone d'emploi en 2023

Zone Emploi	Hommes	Femmes	Total
Le Centre-Atlantique	7 896	10 942	18 838
Le Centre agglomération	3 345	4 829	8 174
Le Nord-Atlantique	2 941	4 127	7 068
Le Nord-Caraïbe	3 279	4 661	7 940
Le Sud	1 025	1 254	2 279
Le Sud-Caraïbe	842	1 202	2 044
<b>Total</b>	<b>19 328</b>	<b>27 015</b>	<b>46 343</b>

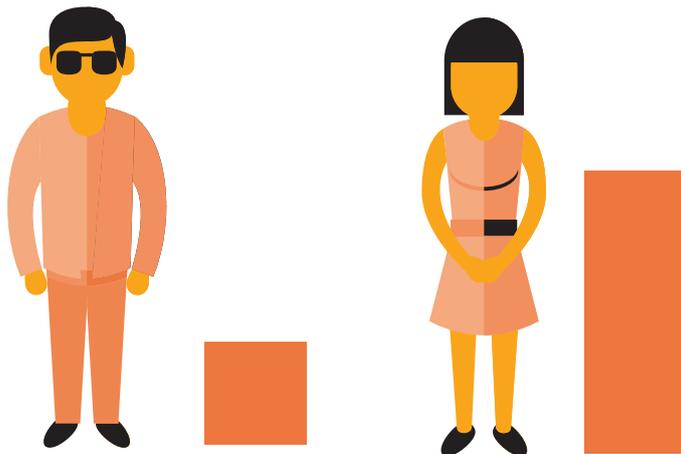
## Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

Nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi en catégorie A,B,C au 31/12/2023

Fin 2023,

**1970**

demandeurs d'emploi  
bénéficiaires de  
l'obligation d'emploi



HOMMES : 770 FEMMES : 970  
TOTAL : 1740





# POLITIQUE DE L'EMPLOI



# Les dispositifs de politiques de l'emploi

## Nombre d'entrées des différents dispositifs de la politique de l'emploi en Martinique en 2023

Contrats aidés					
	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Martinique
CUI-CIE	313	106	27	162	<b>608</b>
CUI-PEC	632	456	762	424	<b>2 274</b>
IAE	1 040	667	986	551	<b>3 244</b>
Emplois francs	8	9	13	23	<b>53</b>

# Les dispositifs de politiques de l'emploi

## Nombre d'entrées des différents dispositifs de la politique de l'emploi en Martinique en 2023

Alternance					
	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Martinique
Apprentissage	258	67	621	1 039	<b>1 985</b>
Apprentissage privé	248	65	607	934	<b>1 854</b>
Accompagnement des jeunes					
	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Martinique
CEJ	1 090	1 140	1 487	1 357	<b>5 074</b>
PACEA après CEJ	279	370	458	377	<b>1 484</b>

# Les contrats aidés

## Les contrats aidés par zone d'emploi en Martinique en 2023

Zone d'emploi	CIE		PEC	
	Nombre d'entrées en 2023	Nombre de personnes à fin 2023	Nombre d'entrées en 2023	Nombre de personnes à fin 2023
Le Centre agglomération	288	133	1 067	796
Le Centre-Atlantique	79	44	392	286
Le Nord-Atlantique	22	9	107	85
Le Nord-Caraïbe	46	22	180	146
Le Sud	75	39	283	225
Le Sud-Caraïbe	98	37	244	192
<b>Martinique</b>	<b>608</b>	<b>284</b>	<b>2 274</b>	<b>1 731</b>

## Les contrats aidés

### Les entrées en contrat unique d'insertion dans le secteur marchand par zone d'emploi en Martinique en 2023 (effectifs et %)

CUI-CIE	Le Centre-Atlantique	Le Centre agglomération	Le Nord-Atlantique	Le Nord-Caraïbe	Le Sud	Le Sud-Caraïbe	Martinique
Ensemble	79	288	22	46	75	98	608
Femmes	38%	55%	32%	33%	35%	46%	46%
Moins de 26 ans	68%	64%	59%	61%	55%	70%	64%
50 ans ou plus	10%	12%	18%	9%	7%	11%	11%
CDD	78%	55%	45%	74%	79%	66%	64%
Travailleurs handicapés	1%	1%	0%	4%	4%	1%	2%
Bénéficiaires du RSA	14%	10%	9%	15%	19%	12%	12%
BEP, CAP, formation de courte durée ou limitée à la scolarité obligatoire	44%	34%	45%	39%	36%	42%	38%
Baccalauréat général ou professionnel ou Brevet de technicien	33%	38%	32%	41%	32%	35%	36%

Sources : Dares - Agence de services et de paiement (ASP), extraction sept. 2024

## Les contrats aidés

### Les entrées en contrat unique d'insertion dans le secteur non marchand par zone d'emploi en Martinique en 2023 (effectifs et %)

CUI-PEC	Le Centre-Atlantique	Le Centre agglomération	Le Nord-Atlantique	Le Nord-Caraïbe	Le Sud	Le Sud-Caraïbe	Martinique
Ensemble	392	1 067	107	180	283	244	2 274
Femmes	68%	76%	72%	59%	60%	64%	70%
Moins de 26 ans	27%	25%	12%	33%	31%	27%	26%
50 ans ou plus	34%	38%	43%	28%	31%	34%	35%
CDD	99%	93%	100%	100%	100%	99%	97%
Travailleurs handicapés	3%	2%	5%	2%	2%	3%	3%
Bénéficiaires du RSA	32%	32%	50%	25%	35%	29%	32%
BEP, CAP, formation de courte durée ou limitée à la scolarité obligatoire	63%	42%	74%	53%	53%	52%	51%
Baccalauréat général ou professionnel ou Brevet de technicien	26%	33%	15%	29%	32%	25%	30%

## L'insertion par l'activité économique (IAE)

### Nombre d'entrées en insertion par l'activité économique (IAE) par zone d'emploi en Martinique en 2023

IAE	Le Centre-Atlantique	Le Centre agglomération	Le Nord-Atlantique	Le Nord-Caraïbe	Le Sud	Le Sud-Caraïbe	Martinique
Atelier de chantier d'insertion (ACI)	46	1 071	150	75	502	72	<b>1 916</b>
Association intermédiaire (AI)	16	164	0	0	0	0	<b>180</b>
Entreprise d'insertion (EI)	10	558	18	282	0	51	<b>919</b>
Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)	0	229	0	0	0	0	<b>229</b>
Ensemble	<b>72</b>	<b>2 022</b>	<b>168</b>	<b>357</b>	<b>502</b>	<b>123</b>	<b>3 244</b>

IAE	Le Centre-Atlantique	Le Centre agglomération	Le Nord-Atlantique	Le Nord-Caraïbe	Le Sud	Le Sud-Caraïbe	Martinique
ACI	3	27	3	6	8	6	<b>53</b>
AI	1	5	0	0	0	0	<b>6</b>
EI	1	13	4	3	0	3	<b>24</b>
ETTI	0	4	0	0	0	0	<b>4</b>
Ensemble	<b>5</b>	<b>49</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>87</b>

## L'insertion par l'activité économique (IAE)

### Caractéristiques des entrées en insertion par l'activité économique (IAE) par zone d'emploi en Martinique en 2023 (effectifs et %)

CUI-PEC	Le Centre-Atlantique	Le Centre agglomération	Le Nord-Atlantique	Le Nord-Caraïbe	Le Sud	Le Sud-Caraïbe	Martinique
Ensemble	<b>72</b>	<b>2 022</b>	<b>168</b>	<b>357</b>	<b>502</b>	<b>123</b>	<b>3 244</b>
Femmes	33%	38%	45%	16%	46%	39%	37%
Moins de 26 ans	24%	19%	31%	24%	15%	15%	19%
50 ans ou plus	29%	27%	26%	24%	41%	28%	29%
Bénéficiaires de minimas sociaux	54%	46%	56%	47%	41%	63%	47%
Allocataires de l'AAH lors de l'embauche	0%	2%	1%	0%	1%	3%	1%
Allocataires du RSA lors de l'embauche	46%	41%	52%	43%	36%	54%	42%
Allocataires de l'ASS lors de l'embauche	8%	4%	3%	4%	5%	9%	4%
CDD d'usage	22%	7%	0%	0%	0%	0%	5%
Contrat intérim	0%	11%	0%	0%	0%	0%	7%

Sources : Dares - Agence de services et de paiement (ASP), extraction sept. 2024

# L'activité partielle

## Données de l'activité partielle en Martinique

Date	Nombre de DI	Effectif en DI	ETP en DI	Heures en DI	Montant demandé en DI (€)
<b>T1 2020</b>	5 690	9 965	1 125	512 920	14 853 870
<b>T2 2020</b>	14 575	26 070	7 540	3 430 065	67 067 075
<b>T3 2020</b>	3 230	5 250	1 140	558 215	10 994 205
<b>T4 2020</b>	4 700	7 285	1 580	718 550	14 877 865
<b>T1 2021</b>	2 025	3 845	840	382 835	7 852 330
<b>T2 2021</b>	3 570	6 515	1 380	628 260	12 868 190
<b>T3 2021</b>	4 540	7 095	1 500	683 445	13 780 335
<b>T4 2021</b>	2 330	4 615	770	349 955	6 388 260
<b>T1 2022</b>	1 060	1 910	330	150 615	3 041 545
<b>T2 2022</b>	110	255	25	10 700	278 885
<b>T3 2022</b>	95	215	25	12 070	269 045
<b>T4 2022</b>	80	220	15	7 640	297 510
<b>T1 2023</b>	70	235	5	2 630	287 195
<b>T2 2023</b>	65	120	10	3 455	157 970
<b>T3 2023</b>	55	105	15	7 065	162 460
<b>T4 2023</b>	35	100	10	3 675	157 050

Champ : salariés du secteur privé -

Notes : Moyenne trimestrielle du nombre mensuel de salariés (ayant été placés au moins une heure dans le mois) en activité partielle.

Les effectifs en équivalent temps plein sont obtenus à partir du nombre d'heures chômées en divisant le nombre d'heures chômées par 140 ou 175 heures selon que le mois comporte quatre ou cinq semaines d'indemnisation. Une semaine d'indemnisation est attribuée en intégralité au mois durant lequel elle compte le plus de jours (lundi au vendredi).

Sources : SI APART/DSN – ASP/DGEFP/Dares

# L'activité partielle

## Données de l'activité partielle en Martinique par secteur d'activité au premier trimestre 2024

	Nombre de DI	Effectif en DI	ETP en DI	Heures en DI	Montant demandé en DI (€)
Agriculture, sylviculture et pêche	10	15	0	20	17 765
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	0	0	0	0	1 030
Construction	5	5	0	1 000	14 020
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	20	75	5	2 655	122 590
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	5	0	0	0	1 640

DI : Demande d'indemnisation - Champ : salariés du secteur privé

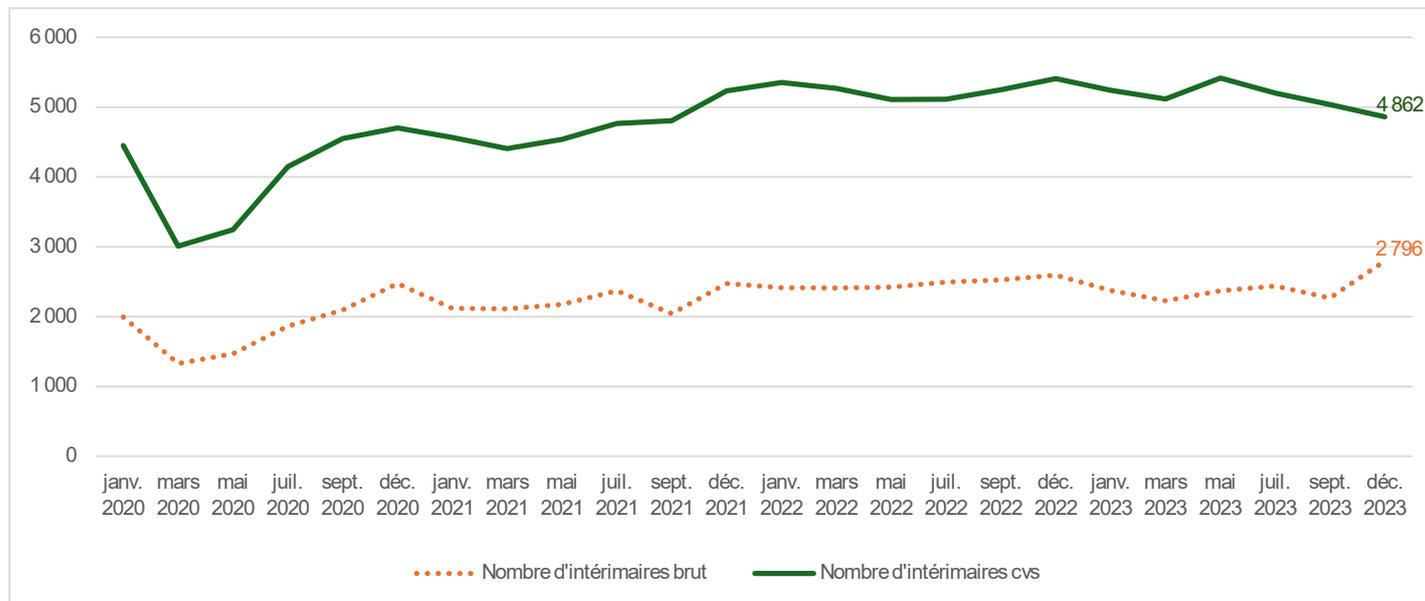
Notes : Moyenne trimestrielle du nombre mensuel de salariés (ayant été placés au moins une heure dans le mois) en activité partielle.

Les effectifs en équivalent temps plein sont obtenus à partir du nombre d'heures chômées en divisant le nombre d'heures chômées par 140 ou 175 heures selon que le mois comporte quatre ou cinq semaines d'indemnisation. Une semaine d'indemnisation est attribuée en intégralité au mois durant lequel elle compte le plus de jours (lundi au vendredi).

Sources : SI APART/DSN – ASP/DGEFP/Dares

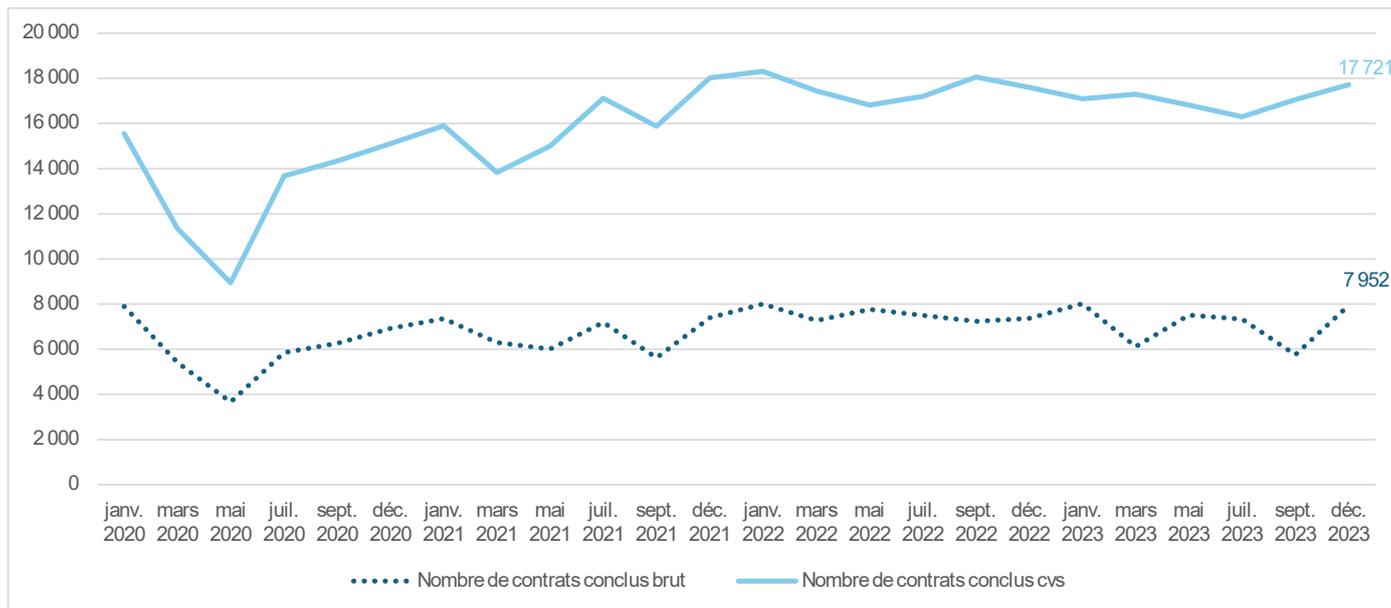
# L'intérim

## Evolution du nombre d'intérimaires et de contrats conclus entre 2020 et 2023 en Martinique



# L'intérim

## Evolution du nombre d'intérimaires et de contrats conclus entre 2020 et 2023 en Martinique



# L'intérim

## Evolution trimestrielle de l'intérim entre 2020 et 2023 en Martinique (données CVS)

Trimestres	Nombre	Nombre d'intérimaires en ETP	Taux de recours
T1 2020	1 364	2 041	1,10%
T2 2020	1 682	1 428	1,40%
T3 2020	2 150	2 035	1,70%
T4 2020	2 226	2 254	1,80%
T1 2021	2 185	2 248	1,70%
T2 2021	2 224	2 272	1,70%
T3 2021	2 103	2 262	1,60%
T4 2021	2 232	2 284	1,70%
T1 2022	2 498	2 564	1,90%
T2 2022	2 522	2 612	1,90%
T3 2022	2 605	2 630	2,00%
T4 2022	2 368	2 604	1,80%
T1 2023	2 312	2 496	1,70%
T2 2023	2 437	2 521	1,80%
T3 2023	2 348	2 421	1,80%
T4 2023	2 585	2 660	2,00%

Sources : Dares, exploitation des Déclarations Sociales Nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, extraction Mars 2024.

# L'intérim

## L'intérim par secteur d'activité en Martinique en décembre 2023 (données CVS)

	Nombre	Volume de travail temporaire en ETP	Nombre de contrats conclus
Agriculture, sylviculture et pêche	11	9	30
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	573	578	1 701
Construction	513	494	403
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1 074	1 199	4 456
Information et communication	36	30	115
Activités financières et d'assurance	17	15	34
Activités immobilières	23	24	39
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	272	286	762
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	53	55	94
Autres activités de services	14	18	71
<b>Ensemble</b>	<b>2 585</b>	<b>2 708</b>	<b>7 706</b>

Sources : Dares, exploitation des Déclarations Sociales Nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, extraction Mars 2024.

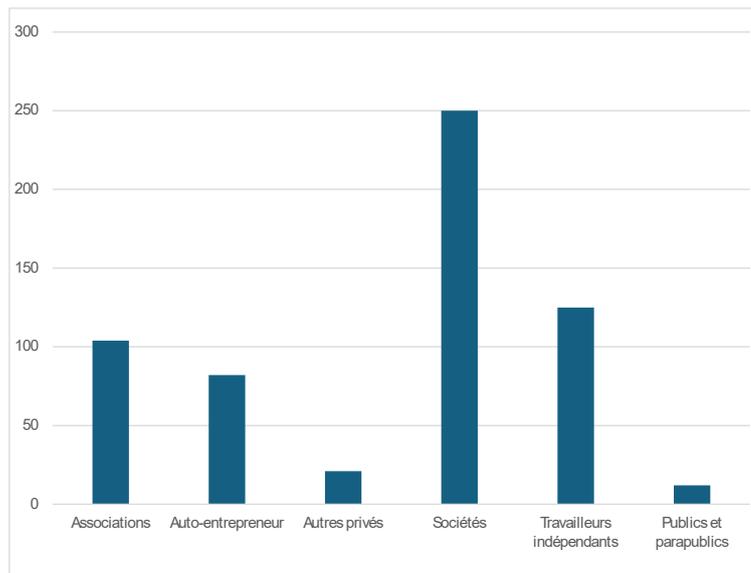
## La formation

# 714

**organismes de formation  
enregistrés au 31  
décembre 2023 dont 27  
organismes référencés  
CFA\***

**Chaque année, + 100  
nouveaux organismes  
enregistrés**

### Typologie des organismes de formation actifs au 31 décembre 2023



Source : Service Régional de Contrôle de la DEETS Martinique, Bilan pédagogique et financier de 2023 collectés en 2024 - Données à caractère déclaratif

\*Centre de formation d'apprentis

# La formation

En 2023,

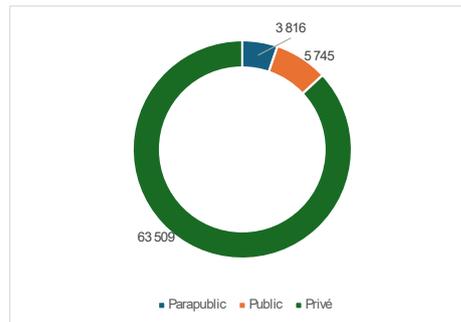
# 73 070

## stagiaires formés

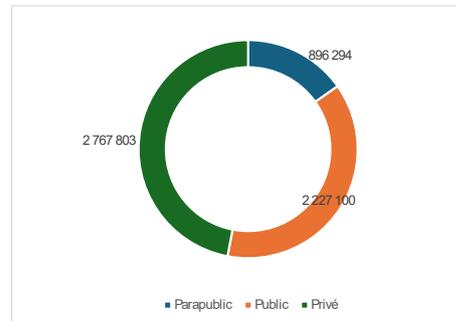
Typologie des stagiaires ou des apprentis au 31 décembre 2023

	Nombre
Salariés d'employeurs privés hors apprentis	40 772
Apprentis	4 605
Personnes en recherche d'emploi	13 454
Particuliers à leurs propres frais	4 189
Autres stagiaires	10 050
Autres stagiaires	10 050

Nombre de stagiaires selon le secteur au 31 décembre 2023



Volume horaires consommés par les stagiaires selon le secteur au 31 décembre 2023



# La formation

## Typologie des formations dispensées durant l'année 2023

	Nombre de stagiaires et apprentis	Nombre d'heures de formations suivies par les stagiaires et les apprentis	Nombre d'offres de formation
<b>Formations visant un diplôme, un titre à finalité professionnelle ou un certificat de qualification professionnelle enregistré au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP)</b>	11 950	3 456 161	108
<i>dont de niveau 6 à 8 (Licence, Master, diplôme d'ingénieur, Doctorat...)</i>	2 793	1 108 683	38
<i>dont de niveau 5 (BTS, DUT, écoles de formation sanitaire et sociale...)</i>	2 028	685 542	32
<i>dont de niveau 4 (Bac pro, BT, BP, BM...)</i>	1 854	613 380	40
<i>dont de 3 niveau 3 (BEP,CAP...)</i>	2 915	876 300	35
<i>dont de niveau 2</i>	603	75 569	8
<i>dont certificat de qualification professionnelle (CQP) sans niveau de qualification</i>	99	16 950	7
<b>Formations visant une certification (dont CQP) ou une habilitation enregistrée au répertoire spécifique (RS)</b>	5 015	285 822	47
<b>Formations visant un CQP non enregistré au RNCP ou au RS</b>	7 213	151 466	26
<b>Autres formations professionnelles</b>	48 012	1 978 541	327
<b>Bilans de compétences</b>	524	5 447	36
<b>Actions d'accompagnement à la VAE</b>	356	14 752	28

Source : Service Régional de Contrôle de la DEETS Martinique, Bilan pédagogique et financier de 2023 collectés en 2024 - Données à caractère déclaratif



# POLITIQUE DU TRAVAIL



# Les accords d'entreprise

## Nombre de textes déposés selon le type de texte

En 2023,  
**91%**  
 du total des  
 textes déposés  
 sont des accords

**88%**  
 des accords pour  
 les entreprises de  
 moins de 50 salariés

	Toutes entreprises		Dont entreprises de moins de 50 salariés	
	2022	2023 (p)	2022	2023(p)
<b>Accords collectifs</b>	380	309	170	137
<b>Accords</b>	295	243	122	95
<b>Avenants</b>	85	66	48	42
<b>Autres textes</b>	64	29	45	19
<b>dont :</b>				
<i>Plans d'action et décisions unilatérales de l'employeur</i>	45	22	38	19
<i>Dénonciations d'un accord</i>	3	–	2	–
<i>Désaccords (procès verbal)</i>	11	6	4	–
<i>Adhésion</i>	1	–	1	–
<b>Total des textes déposés</b>	<b>444</b>	<b>338</b>	<b>215</b>	<b>156</b>

Note : le chiffre provisoire comptabilise les textes signés et déposés l'année N, tandis que le chiffre définitif inclut les textes déposés l'année suivante

p : provisoire

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Deets\_Sese

# Les accords d'entreprise

## Répartition des principales thématiques traitées par les accords

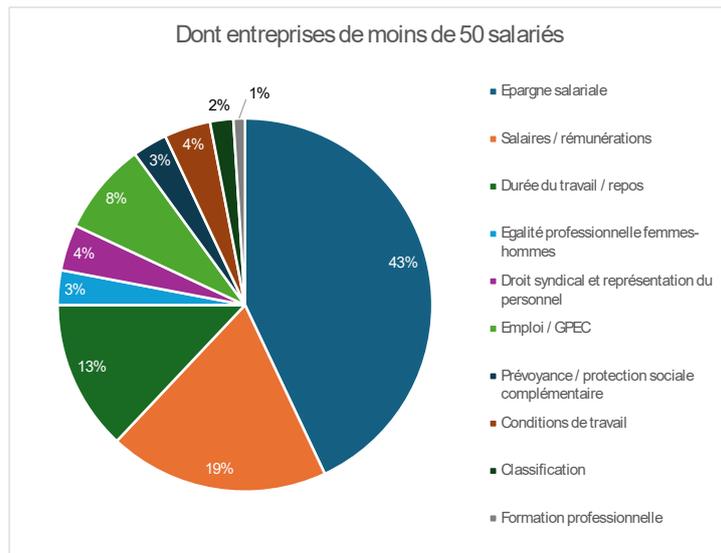
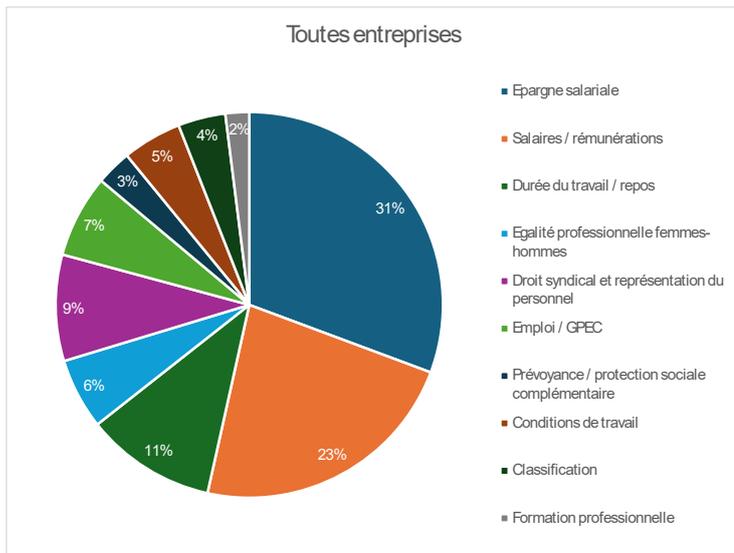
Nombre de textes déposés selon le type de texte	Toutes entreprises		Dont entreprises de moins de 50 salariés	
	2022	2023	2022	2023
Thématiques				
Épargne salariale	159	135	109	81
Salaires / rémunérations	126	98	37	35
Durée du travail / repos	64	46	22	24
Egalité professionnelle femmes-hommes	31	25	5	6
Droit syndical et représentation du personnel	35	39	6	8
Emploi / GPEC	35	31	8	15
Prévoyance / protection sociale complémentaire	21	11	6	5
Conditions de travail	31	21	8	8
<i>dont télétravail</i>	7	6	1	2
Classification	22	16	7	4
Formation professionnelle	12	7	5	2

Précision : Le nombre total de thématiques abordées est supérieur au nombre d'accords déposés car un accord peut concerner plusieurs thèmes  
 Champ : Accords, base provisoire 2023, base définitive 2022

Source : Dares, Base statistique des accords, traitement Deets-Sese

# Les accords d'entreprise

## Répartition des principales thématiques traitées par les accords



Champ : Accords et avenants, base provisoire

Source: Dares, Base statistique des accords, traitements Drets -Sese

# Les accidents du travail

## Accidents du travail en Martinique en 2019

Région	Nombre d'accidents du travail	Fréquence des accidents du travail	Fréquence des accidents graves	Nombre d'accidents de trajet
Martinique	2 280	16,1	0,5	287

Source : Cnam-Ts, Dares

# Les accidents du travail

## Les accidents du travail par secteur d'activité en Martinique en 2019

	Nombre d'accidents du travail	Fréquence des accidents du travail	La part des accidents graves (IPP**>=10%)
Agriculture, sylviculture et pêche	257	38,3	1,0
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	257	16,9	1,0
Construction	184	18,3	0,6
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	705	16,1	0,5
Information et communication	23	8,2	0,0
Activités financières et d'assurance	19	3,1	0,3
Activités immobilières	5	3,3	0,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	283	13,8	0,3
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	471	16,7	0,4
Autres activités de services	76	10,7	0,3

Source : Cnam-Ts, Dares

\*\*Incapacité partielle permanente

# Les accidents du travail

## Les accidents du travail par catégorie socioprofessionnelle en Martinique en 2019

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre d'accidents du travail	Fréquence des accidents du travail	Fréquence des accidents graves
Cadres et chefs d'entreprise	124	7,6	0,4
Professions intermédiaires	287	11,3	0,4
Employés	730	13,2	0,3
Ouvriers	1 136	26,1	0,9

Source : Cnam-Ts, Dares

# Les maladies professionnelles

## Les maladies professionnelles en Martinique en 2019

Région	Nombre de maladies professionnelles	Part des TMS sur les maladies professionnelles	Fréquence des maladies professionnelles	Fréquence des maladies graves
Martinique	76	100,0%	0,5	0,2

Source : Cnam-Ts, Dares

# Les maladies professionnelles

## Les maladies professionnelles par secteur d'activité en Martinique en 2019

Secteur d'activité	Nombre de maladies professionnelles	Part des TMS sur les maladies professionnelles	Fréquence des maladies professionnelles	Fréquence des maladies graves
Agriculture, sylviculture et pêche	10	100,0%	1,5	0,4
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	6	100,0%	0,4	0,2
Construction	5	100,0%	0,5	0,3
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	24	100,0%	0,5	0,3
Information et communication	0		0,0	0,0
Activités financières et d'assurance	0		0,0	0,0
Activités immobilières	0		0,0	0,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	10	100,0%	0,5	0,2
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	17	100,0%	0,6	0,1
Autres activités de services	4	100,0%	0,6	0,0

# Les maladies professionnelles

## Les maladies professionnelles par catégorie socioprofessionnelle en Martinique en 2019

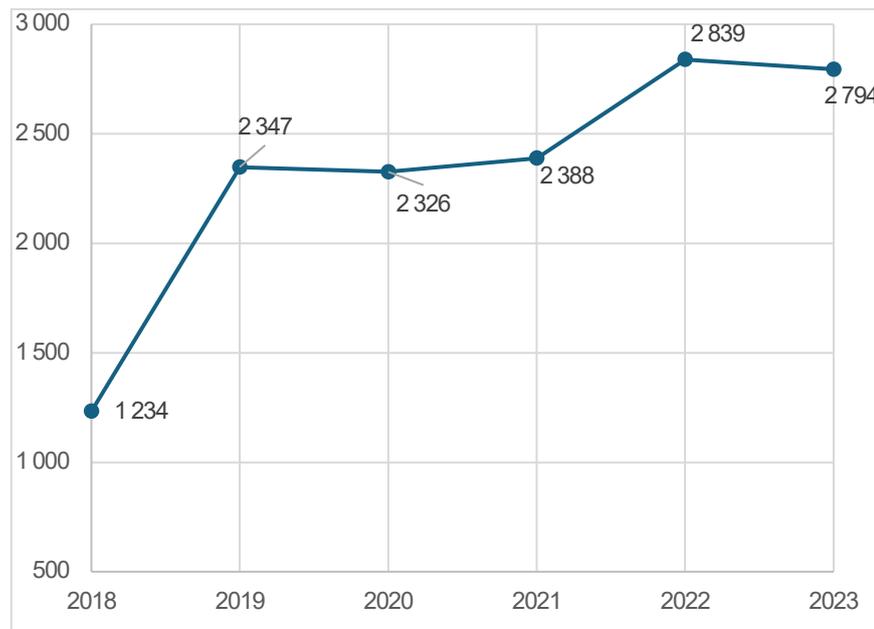
Catégorie socioprofessionnelle	Nombre de maladies professionnelles	Part des TMS sur les maladies professionnelles	Fréquence des maladies professionnelles	Fréquence des maladies graves
Cadres et chefs d'entreprise	3	100,0%	0,2	0,1
Professions intermédiaires	4	100,0%	0,2	0,0
Employés	28	100,0%	0,5	0,2
Ouvriers	41	100,0%	0,9	0,4

Source : Cnam-Ts, Dares

# Les ruptures conventionnelles

## Evolution du nombre de ruptures conventionnelles de 2018 à 2023

En 2023,  
**2794**  
ruptures  
conventionnelles  
**7** ruptures  
refusées  
**5** irrecevables



Source : Données internes 2023 du pôle Travail de la DEETS de la Martinique

## Les interventions en prévention des risques professionnels (IPRP)

### Les sanction administratives en 2023

**28 IPRP**  
ont un agrément valide

6 rapports adressés par les services de contrôles UC\* et URACTI\*\*

- dont 4 à l'initiative de l'URACTI
- dont 1 à l'initiative de l'UC
- et 1 commun aux deux services

5 décisions prononçant 36 amendes administratives pour un montant total de 27 350 euros.

1 décision en matière de dépassement des durées maximales quotidienne et hebdomadaire du travail relevant 32 amendes administratives pour un montant total de 15 700 euros.

2 décisions défaut de déclaration des salariés auprès de l'Union des Caisses de France.

1 décision pour le non respect d'une décision prise par un agent de contrôle et celle du non respect d'une décision d'arrêt temporaire d'activité.

# Le Pôle Travail

## Les recours

5 recours hiérarchiques  
1 décision IT\* confirmée  
1 recours annulé avec changement du sens de la décision

## Les transactions pénales

3 PV transactions pénales engagées pour défaut de réalisation de la DPAE par l'employeur

## Les recours contentieux

2 recours portés en Cour d'Appel annulant le jugement du TA de Fort-de-France  
4 recours introduits dont 2 par décisions d'IT dont par  
    dont 2 par décisions d'IT  
    dont 2 par décisions implicite de rejet  
5 recours contentieux en cours d'instruction au niveau du Tribunal administratif

# Le Pôle Travail

## Renseignements délivrés en droit du travail

61 % des demandes sont en physique  
34 % des demandes par téléphone  
5 % par courriel

3 845 demandes dont 3 004 concernant le contrat de travail  
240 concernant la santé  
184 concernant l'emploi et la formation professionnelle  
179 concernant d'autres questions touchant au droit du travail  
130 concernant la maladie, l'arrêt de travail, l'inaptitude  
97 concernant des demandes extérieures au service  
11 concernant les institutions représentatives du personnel

82 % demandes de salariés  
6 % demandes d'employeurs  
4 % demandes de particulier employeur  
8 % demandes autres





# HÉBERGEMENT SOCIAL ET RÉINSERTION SOCIALE



# Les logements sociaux

## Autres indicateurs

Région	Nombre de logements sociaux au 01/01/2023	Evolution 2022-2023	Nouveaux logements mis en service sur un an	taux de vacance
Martinique	34 929	1,5%	397	3,3%

Sources : RPLS au 1er janvier 2023

# Les logements sociaux

## Le parc locatif social en Martinique au 1er janvier 2023

	Nombre de logements sociaux au 01/01/2023	Evolution 2022-2023	Part de logements en QPV	Part des logements individuels	Part des logements collectifs
Total France hexagonale	5 143 684	1,0%	28,8%	15,3%	84,7%
Total DROM	180 620	3,0%	38,1%	14,1%	85,9%
Martinique	34 929	1,5%	11,1%	0,4%	99,6%
CA du Pays Nord Martinique	7 521	2,5%	9,1%	0,8%	99,2%
CA de l'Espace Sud de la Martinique	8 415	1,5%	0,0%	0,1%	99,9%
CA du Centre de la Martinique	18 993	1,1%	16,8%	0,4%	99,6%

Sources : RPLS au 1er janvier 2023

# Hébergement des personnes en difficultés

## Nombre de places installées par catégorie d'établissement Taux d'équipement au 31/12/2022 à la Martinique

Établissements pour adultes et familles en difficulté		Établissements pour adultes et familles en difficulté		Établissements pour adultes et familles en difficulté	
Hébergement social		Logement accompagné		Nombre de places d'hébergement (2)	
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	114	Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	114	dont urgences	21
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	0	Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	0	dont stabilisation	0
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	0	Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	0	dont insertion	93
Centres provisoires d'hébergement	0	Centres provisoires d'hébergement	0	Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes	0.4

(1) Conventionnés ou non en résidence sociale

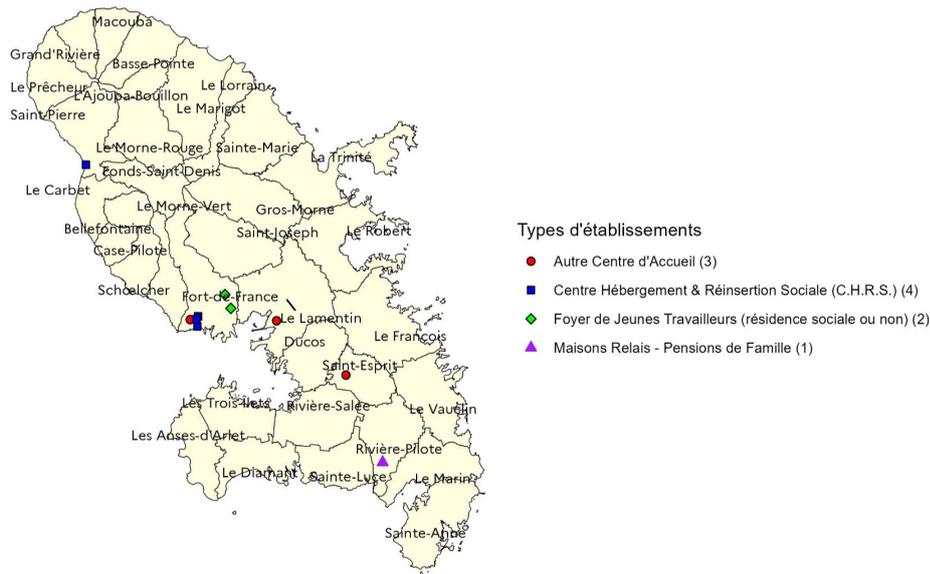
(2) En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale

Sources : DREES, Insee, Insee, Estimations de population 2022 (résultats provisoires arrêtés avril 2024) ; DREETS ; DGCS

# Hébergement des personnes en difficultés

## Etablissements pour adultes et familles en difficulté au 31/12/2023 en Martinique

Etablissements pour adultes et familles en difficultés au 31/12/2023  
à la Martinique



## L'aide sociale à l'enfance (ASE)

### Nombre d'enfants accueillis à l'ASE au 31 décembre 2022

Nombre d'enfants accueillis à l'ASE au 31 décembre 2022	
Enfants accueillis à l'ASE	1 325
dont placements directs	285

Enfants confiés à l'ASE par type de mesure au 31 décembre 2022	
Pupilles	2
Accueil provisoire de mineurs	62
Accueil provisoire de jeunes majeurs	155
Délégation de l'autorité parentale	74
Tutelle	32
Retrait partiel	17
Placement ASE (juge)	698
Total enfants confiés	1 040

## L'aide sociale à l'enfance (ASE)

### Nombre d'enfants confiés à l'ASE par mode d'hébergement au 31 décembre 2022

Nombre d'enfants confiés à l'ASE par mode d'hébergement au 31 décembre 2022	
Familles d'accueil	675
Etablissements	252
Adolescents et jeunes majeurs autonomes	7
Autres	106
<b>Total enfants confiés</b>	<b>1 040</b>

Placements directs par le juge, au 31 décembre 2022	
Placement par le juge auprès d'un tiers digne de confiance	193
Placement par le juge auprès d'un établissement ou un service	0
Délégation autorité parentale à un particulier ou à un établissement	92
<b>Total placements directs</b>	<b>285</b>
<b>Total enfants confiés</b>	<b>1 040</b>

Source : DREES, enquête aide sociale 2022



# LES AUTRES ACTIVITÉS DES SERVICES DE LA DEETS MARTINIQUE





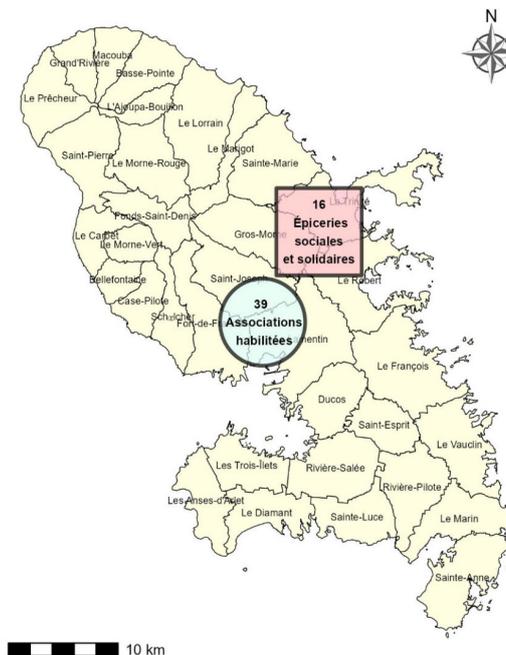
# PÔLE SOLIDARITÉS (S)



# L'aide alimentaire

L'aide alimentaire en Martinique

<b>Associations habilitées à l'aide alimentaire</b>	39
- dont au niveau national	5
- dont au niveau régional	34
<b>Épiceries sociales et solidaires</b>	16
- dont portés par des CCAS	3



# La politique de la ville

## Quartiers de la Politique de la Ville en Martinique

Budget	3 950 000 €
Quartiers prioritaires de la politique de la ville	7
Nombre de communes	4
Habitants	27 000
Cité éducative	1
Bataillon de prévention	1
Adultes relais	104



Source : Insee, recensement de la population 2018  
 Traitement : SESE - DEETS de la Martinique

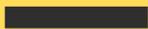
## Département Protection et accompagnement des publics fragiles

	Nombre
<b>Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs</b>	3
<b>Dotation pour les mandataires judiciaires à la protection des majeurs</b>	2 938 668 €
<b>Dotation pour les mandataires individuels</b>	282 594 €
<b>correspondant à</b>	132,2 millions d'€





**PÔLE CONCURRENCE  
CONSOMMATION,  
RÉPRESSION DES FRAUDES  
(CCRF)**



# La concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie

## Intervention du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie

	Nombre
Agents	25
Entreprises contrôlées	1 835
Prélèvements de produits réalisés	349
Alertes gérées produits alimentaires et non alimentaires	8
Instruments de mesures contrôlés	580
Avertissements	510
Injonctions administratives	66
Procès-verbaux	37
Demande mise en conformité des instruments de mesure	179
Arrêtés de suspension ou de fermeture	9

Source : Données internes 2023 du Pôle Concurrence, Consommation, Répression des fraudes de la DEETS de la Martinique

# La concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie

## Sanctions pénales et amendes administratives

En Euros	
Transactions-Paiements acquittés	323 200
Amendes administratives prononcées	13 230

# La concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie

## Intervention du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie

Secrétariat/ accueil	
Nombre de courriers reçus	1 497
Nombre de courriers envoyés	1 712
Nombre de réponses à des demandes d'information	71

Suites	
Nombre de Polices administratives	66
Nombre d'indices concurrence détectés	5
Nombre d'indices en enquête	10
Nombre de procès verbal	37

Enquêtes	
Nombre d'alertes reçues	8
Nombre de visites entreprises	1 835
Nombre de prélèvements	349
Nombre de participation aux CAO*	17
Nombre de marchés publics analysés	47

# La concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie

## Intervention du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie

Indicateurs de métrologie		
	Nombre d'instruments contrôlés (contrôle de 1er niveau)	Nombre de surveillances des organismes (contrôle de 2nd niveau)
Année 2023	580	29



A large, stylized fingerprint graphic in a lighter shade of blue, positioned on the right side of the slide, partially overlapping the text.

# **PÔLE ENTREPRISE EMPLOI, ÉCONOMIE (3E)**



## Fonds Social Européen (FSE)

### Le programme opérationnel pour la mise en œuvre du fonds social européen 2014-2020\*

Thématiques	Budget UE maqueté en millions d'€	Taux de programmation	Budget UE certifié en millions d'€	Taux de réalisation	Nombre de participants
Accès et retour à l'emploi des demandeurs d'emploi	44,2	112%	42,5	96%	16 349
Anticipation et accompagnement des mutations économiques	10	119%	9,8	98%	3 300
Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté	59,6	255%	59,6	100%	9 115
Lutter contre l'abandon scolaire	1,2	115%	1,2	100%	278
Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise COVID-19	38	117%	19,1	50%	5 679
Budget global du PO FSE ÉTAT MARTINIQUE 2014-2020	153	136%	132,2	86%	34 721
Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ)	22,8	115%	21,5	94%	2 806

\* données relatives au PO FSE ÉTAT 2014-2024 et à l'initiative pour l'emploi des jeunes

\*\* données arrêtées au 18/11/2024

## Fonds Social Européen (FSE)

### Le programme opérationnel pour la mise en œuvre du fonds social européen 2014-2020\*

Activités FSE DEETS au 18/11/2024	FSE DEETS	FSE IEJ***
Nombre de dossiers conventionnés	193	11
Montants UE programmés	215 millions d'€	28 millions d'€
Nombre de dossiers soldés	127	11
correspondant à	132,2 millions d'€	21,5 millions d'€

\*\*\*Initiative Emploi Jeunes

Source : FSE DEETS de la Martinique

# L'activité des titres professionnels en 2023

## Champ certification Ministère du Travail

	Champ Travail
Nombre de métiers présents dans l'offre de formation actuelle	82
Nombre de parchemins délivrés	873
Nombre de dossiers VAE de recevabilité instruits	37
<i>dont recevabilité favorable</i>	37
Nombre de responsables de session formés	32
Nombre de jurys formés	61

# L'activité des titres professionnels en 2023

## Champ certification Ministère du Travail

Procès verbaux de session d'examen validés à la DEETS	285
Agréments de centre de formation délivrés	106
Centre de formation et sites agréés	154

# L'activité des titres professionnels en 2023

## Champ paramédical et social

	Paramédical	Social
Nombre de diplômes délivrés	16	35
Nombre de dossiers recevabilités instruits	147	





# DÉFINITIONS



# Définitions

## Action de développement de l'emploi et des compétences (ADEC)

Constitue le volet actions d'un engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC). Les projets ADEC ont pour objectif d'anticiper les conséquences des mutations économiques, sociales et démographiques sur les emplois et les compétences dans les territoires.

## Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)

Aide financière permettant d'assumer les frais occasionnés par l'emploi d'une tierce personne pour aider le bénéficiaire en situation de handicap dans les actes du quotidien. Elle a été remplacée le 1er janvier 2006 par la prestation de compensation du handicap (PCH) mais les anciens bénéficiaires peuvent continuer à en bénéficier.

## Allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Aide financière destinée aux personnes âgées de 60 ans ou plus en situation de perte d'autonomie. Elle sert à couvrir les dépenses liées à l'aide nécessaire pour accomplir les actes de la vie quotidienne ou pour financer un hébergement en établissement spécialisé.

Les bénéficiaires de l'APA qui n'ont pas reçu les aides ou services prévus peuvent introduire un recours devant la juridiction administrative. Le juge, s'il constate que l'obligation d'assistance n'a pas été respectée, peut ordonner au préfet de mettre en œuvre les prestations sous astreinte, c'est-à-dire en imposant une somme due pour chaque mois de retard. Cette somme est versée au Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement, conformément à l'article L.441-2-3-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).

## Centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA)

Établissement qui héberge et accompagne les personnes ayant déposé une demande d'asile en France. Il offre un logement temporaire ainsi qu'un soutien administratif, juridique et social tout au long de la procédure de demande d'asile. Les résidents y reçoivent également une aide pour accéder aux soins médicaux, à l'éducation et à d'autres services essentiels.

## Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)

Établissement qui accueille des personnes en grande difficulté sociale, souvent sans domicile. Il offre un hébergement temporaire et propose un accompagnement global pour aider les résidents à retrouver une autonomie sociale, professionnelle et personnelle. Les CHRS apportent un soutien dans des domaines tels que l'accès aux droits, la recherche

d'emploi, la gestion administrative et l'insertion dans un logement pérenne.

## Complémentaire santé solidaire sans et avec participation financière (CSS, CS, CSP)

Aide qui permet de couvrir les dépenses de santé non prises en charge par l'Assurance Maladie. Elle s'adresse aux personnes ayant de faibles ressources et leur garantit l'accès à des soins sans avancer de frais.

- CSS sans participation financière : Cette version est entièrement gratuite pour les personnes dont les revenus sont très modestes.
- CSS avec participation financière (CSP) : Elle est accessible moyennant une contribution mensuelle réduite pour les personnes dont les revenus dépassent légèrement le plafond pour la version gratuite.

## Contrat aidé / emploi aidé

Contrat de travail qui bénéficie d'un soutien financier de l'État, destiné à faciliter l'embauche de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, comme les demandeurs d'emploi de longue durée ou les jeunes sans qualification. L'objectif est de favoriser leur retour à l'emploi en allégeant le coût salarial pour l'employeur. Les contrats aidés peuvent inclure des dispositifs d'accompagnement, de formation et d'insertion. Exemples : contrat d'insertion, contrat unique d'insertion (CUI).

## Contrat d'engagement jeune (CEJ)

Contrat qui s'adresse à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus (ou 29 ans révolus lorsqu'ils disposent de la reconnaissance de travailleur handicapé), qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable. Mis en œuvre à la fois par France Travail et les missions locales depuis le 1er mars 2022, il propose à ces jeunes éloignés de l'emploi un programme d'accompagnement intensif (avec un objectif de 15 à 20 heures d'accompagnement par semaine), et une mise en activité régulière. Le parcours est prévu pour durer de 6 à 12 mois. Le bénéficiaire peut toutefois quitter le dispositif de façon anticipée ou au contraire le prolonger jusqu'à 18 mois maximum. Les jeunes peuvent percevoir une allocation mensuelle pouvant aller jusqu'à 520 euros, en fonction de ses ressources et sous condition de respecter ses engagements. Contrairement à la Garantie Jeunes qui s'inscrivait nécessairement dans un Pacea, le CEJ ne peut pas être concomitant avec un Pacea.

# Définitions

## **Contrat unique d'insertion (CUI-CIE)**

Dispositif qui permet à un employeur d'embaucher une personne rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle (comme les demandeurs d'emploi de longue durée, les bénéficiaires de minima sociaux, ou les jeunes sans qualification) en bénéficiant d'une aide financière de l'État. Ce contrat, généralement à durée déterminée (CDD), combine un accompagnement personnalisé et une subvention salariale, ce qui permet de réduire le coût pour l'employeur et de faciliter l'accès à l'emploi pour le salarié. L'objectif est de favoriser l'insertion professionnelle durable des personnes éloignées du marché du travail.

## **Contrat unique d'insertion – parcours emploi compétence (CUI-PEC)**

Depuis janvier 2018, les contrats aidés du secteur non-marchand (CUI-CAE) sont transformés en parcours emploi compétences.

Dans le cadre du parcours emploi compétences, le montant de l'aide accordée aux employeurs, exprimé en pourcentage du Smic brut, est modulé selon le type de public (PEC « tout public », PEC QPV-ZRR, PEC Jeunes).

## **Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)**

Personnes inscrites à France Travail et ayant une demande en cours au dernier jour du mois. Les demandeurs d'emploi peuvent être classés dans différentes catégories selon leur situation professionnelle et leur disponibilité :

- Catégorie A  
Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- Catégorie B  
Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite (de 78 heures ou moins sur un mois) ;
- Catégorie C  
Demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus 78 heures sur un mois) ;
- Catégorie D  
Demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- Catégorie E  
Demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple les bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

## **Enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance**

Lorsque la protection de l'enfant le nécessite, le juge des enfants peut décider de confier un mineur au service de l'ASE (Aide sociale à l'Enfance) du département. L'accueil et l'hébergement se réalisent soit en Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS), soit dans un Établissement Public Départemental de l'Enfance et la Famille (EPDEF), soit au domicile d'un assistant familial. Les mineurs confiés à l'ASE conformément aux dispositions des articles 375 et 375-3 du code Civil : « lorsque les conditions de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises ».

## **Épargne salariale**

Système d'épargne collectif mis en place au sein de certaines entreprises. Le principe consiste à verser à chaque salarié une prime liée à la performance de l'entreprise (intéressement) ou représentant une quote-part de ses bénéfices (participation). Les sommes attribuées peuvent, au choix du salarié, lui être versées directement ou être déposées sur un plan d'épargne salariale.

## **Foyer de jeunes travailleurs**

Structure d'hébergement temporaire destinée aux jeunes de 16 à 30 ans, qu'ils soient en emploi, en formation, en apprentissage ou en recherche d'emploi. Il offre des logements à loyer modéré ainsi qu'un accompagnement social et professionnel pour aider les résidents à accéder à l'autonomie. Le foyer propose également des services et activités favorisant la vie collective et l'intégration des jeunes dans la vie active, tout en les soutenant dans leurs démarches administratives, professionnelles et sociales.

## **Foyer de travailleurs migrants**

Structure d'hébergement collectif destinée aux travailleurs étrangers venus en France pour exercer une activité professionnelle. Créés à partir des années 1960, ces foyers offrent un logement temporaire à des personnes souvent isolées, sans famille sur place, et en situation précaire.

Le foyer assure non seulement l'hébergement, mais aussi un accompagnement social pour aider les résidents à accéder à leurs droits, à des services sociaux et à une intégration dans la société. Certains foyers ont évolué pour devenir des « Résidences Sociales » offrant des logements individuels dans un cadre plus autonome.

# Définitions

## Halo autour du chômage

Composé de personnes sans emploi qui, soit recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles dans les deux semaines pour travailler, soit n'ont pas effectué de démarche active de recherche d'emploi dans le mois précédent mais souhaitent travailler, qu'elles soient disponibles ou non.

Le halo regroupe donc les personnes inactives au sens du BIT (ni en emploi, ni au chômage), mais proches du marché du travail.

## Inactifs

Sont les personnes âgées de 15 ans ou plus qui ne sont ni en emploi ni au chômage.

## Indices concurrence détectés

Enquêtes de concurrence proposées à la suite de constatations du pôle C.

## Indices en enquête

Enquêtes validées et à l'analyse de la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF)

## Insertion par l'activité économique (IAE)

Dispositif qui consiste en un accompagnement dans l'emploi destiné à aider les personnes très éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles afin de faciliter leur insertion sur le marché du travail. La spécificité du parcours d'insertion consiste à proposer un contrat de travail, doublé d'un accompagnement social et professionnel personnalisé, de façon à lever les principaux freins d'accès à l'emploi. En complément de l'accompagnement dispensé, les salariés peuvent bénéficier de formations adaptées à leurs besoins.

## Maison relais ou pension de famille

Lieu de vie qui permet à des personnes en situation de précarité et d'isolement social, avec un degré d'autonomie suffisant, de retrouver un toit, se reconstruire, créer de nouveaux liens sociaux.

## Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)

Mis en place à partir de 2017, le PACEA est le cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes par les missions locales. Il concerne tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus. Le PACEA est constitué de phases d'accompagnement successives qui peuvent s'enchaîner pour une durée maximale de 24 mois consécutifs.

En fonction de la situation et des besoins de l'intéressé, le bénéfice d'une allocation peut être accordé à un jeune en PACEA, destinée à soutenir ponctuellement la démarche d'insertion du jeune vers et dans l'emploi et l'autonomie.

## Placements directs à un établissement au titre de l'assistance éducative

Mesure judiciaire qui confie un enfant à un établissement d'éducation ; celui-ci est chargé d'apporter aide et conseil à l'enfant et à sa famille afin de surmonter leurs difficultés sociales et éducatives. L'établissement chargé de cette mesure accompagne l'enfant dans les aspects de sa vie en lien avec les détenteurs de l'autorité parentale.

Sont concernés les mineurs non émancipés dont la santé, la sécurité, la moralité sont en danger ou dont les conditions d'éducation et / ou de développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromis (selon le texte de loi du 5 mars 2007), et pour lesquels le juge des enfants a ouvert un dossier d'assistance éducative.

## Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)

Aussi appelé plan social, est un dispositif obligatoire pour les entreprises de 50 salariés ou plus lorsqu'elles envisagent un licenciement économique collectif touchant au moins 10 salariés sur une période de 30 jours. Son objectif est de limiter le nombre de licenciements en proposant des mesures d'accompagnement et de reclassement pour les salariés concernés.

Le PSE peut inclure différentes mesures telles que :

- Des actions de reclassement interne ou externe, parfois avec des aides à la mobilité ou à la formation.
- Des dispositifs d'aide à la reconversion professionnelle.
- Des mesures de préretraite ou des départs volontaires.

Le plan doit être validé par l'administration du travail (DREETS ou DEETS) et fait l'objet d'une concertation avec les représentants du personnel pour garantir l'équité et l'accompagnement des salariés.

## Population active

Regroupe les personnes en emploi et les personnes au chômage. La mesure de la population active diffère selon l'observation statistique qui en est faite. On peut actuellement distinguer trois approches principales : au sens du Bureau International du Travail (BIT), au sens du recensement de la population, au sens de la comptabilité nationale.

# Définitions

## Population active au sens du BIT

Comprend les personnes en emploi au sens du BIT et les chômeurs au sens du BIT est une personne de 15 ans ou plus ayant effectué au moins une heure de travail rémunéré au cours d'une semaine donnée ou absente de son emploi sous certaines conditions de motif (conges annuels, maladie, maternité, etc) et de durée. Un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ; être disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines ; avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

## Population active au sens de la comptabilité nationale

Toutes les personnes des deux sexes au-dessus d'un âge déterminé qui fournissent, durant une période de référence spécifiée, la main d'œuvre nécessaire aux activités de production (telles que retenues dans la définition de la production du système de comptabilité nationale, SCN). Elle comprend toutes les personnes qui remplissent les conditions pour être considérées comme personnes pourvues d'un emploi (salariés ou non-salariés) ou comme chômeurs.

## Population active au sens du recensement de la population

Comprend les personnes qui déclarent :

- Exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel ;
- Aider une personne dans son travail (même sans rémunération) ;
- Être apprenti, stagiaire rémunéré ;
- Être chômeur à la recherche d'un emploi ou exerçant une activité réduite ;
- Être étudiant ou retraité mais occupant un emploi ;
- Être militaire du contingent (tant que cette situation existait).

## Prestation de compensation du handicap

Aide financière destinée à compenser la perte d'autonomie des personnes en situation de handicap dans la vie quotidienne, y compris la vie sociale.

## Prime d'activité

Elle a pour objet d'inciter les travailleurs (salariés ou non-salariés) aux ressources modestes, à exercer ou reprendre une activité professionnelle et soutenir leur pouvoir d'achat. Il faut avoir plus de 18 ans pour prétendre à cette aide sociale.

## Revenu de solidarité active (RSA)

Est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti.

Le montant du revenu garanti varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge. Se substitue au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation parent isolé (API). Le RSA est en vigueur depuis 2009 en métropole, depuis 2011 dans les départements et collectivités d'outre-mer (à l'exception de la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna où il n'est pas applicable) et depuis 2012 à Mayotte (selon des modalités spécifiques).

## SIDE (Système d'Information de la Démographie des Entreprises)

Système d'information pour la production et la diffusion des données de démographie des entreprises et des établissements. Ce système d'information assure la production de données conjoncturelles (les statistiques mensuelles de créations d'entreprises) et de données annuelles ou structurelles sur la démographie d'entreprises.

Le dispositif SIDE est alimenté principalement à partir de données issues du répertoire Sirene, enrichies d'éléments provenant notamment du répertoire statistique Sirus

## Sorties de SIAE vers l'emploi durable

Le salarié sortant de l'IAE bénéficie d'un CDI, un CDD ou une mission d'intérim de plus de 6 mois, obtient un stage ou une titularisation dans la fonction publique ou crée une entreprise.

## Sorties de SIAE vers « un emploi de transition »

Le salarié sortant de l'IAE bénéficie d'un CDD ou une mission d'intérim de moins de 6 mois ou d'un contrat aidé chez un employeur de droit commun.

## Sorties positives de SIAE

Le salarié sortant de l'IAE bénéficie d'une entrée en formation pré-qualifiante ou qualifiante ou une embauche dans une autre SIAE.

## Autres sorties de SIAE

Le salarié sortant de SIA se retrouve au chômage, devient inactif ou ne donne pas de nouvelle.

# Définitions

**Taux d'activité**

Rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population âgée de 15 à 64 ans, ou à une sous-catégorie de la population (femmes de 25 à 29 ans par exemple).

**Taux de chômage**

Rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs (en emploi ou au chômage).

**Taux d'emploi**

Rapporte le nombre de personnes en emploi à la population totale.

**Taux de vacance**

Part des logements vacants dans l'ensemble des logements. Il peut être calculé à partir du recensement de la population.

**Unédic**

Association chargée par délégation de service public de la gestion de l'assurance chômage en France, en coopération avec France-Travail.

**Unité légale/ Entreprise – unité légale / Siren**

Entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment les personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui sont membres ;
- une personnes physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux de commerce, Sécurité sociale, DGFIP,...) pour exister. L'existence d'une unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs (pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales). L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

*Remarque :*

*Cette définition de l'unité légale ne doit pas être confondue avec celle de l'entreprise, considérée comme unité statistique.*

## Quelques sigles

**AAH** : Allocation pour adultes handicapés

**ACI** : Atelier et Chantier d'Insertion

**AGEFIPH** : Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées

**AI** : Association intermédiaire

**API** : Allocation pour parent isolé

**ASP** : Agence de services et de paiements

**BIT** : Bureau international du travail

**CAF** : Caisse d'allocations familiales

**CNAF** : Caisse nationale d'allocations familiales

**CNAM** : Caisse nationale d'assurance maladie

**CNAMTS** : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

**DARES** : Direction de l'animation de la Recherche, des Études et des Statistiques

**DREES** : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques

**DSS** : Direction de la sécurité sociale

**FNA** : Fichier national des allocataires de France-Travail

**INSEE** : Institut National de la Statistique et des Études Économiques

**MSA** : Mutualité sociale agricole

**SDES** : Service des données et études statistiques

**Allstat** : Fichier statistique des allocataires des Caf

**CVS-CJO** : Correction des variations saisonnières – Correction des jours ouvrables

**DOETH** : Déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés

**DSN** : Déclaration Sociales Nominatives

**ÉSANE** : Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (INSEE)

**Finess** : Fichier national des établissements sanitaires et sociaux

**SI-APART** : Système d'Information de l'Activité Partielle

**STMT** : Statistique trimestrielle du marché du travail

**SIAE** : Structure d'insertion pour l'activité économique

**Directeur de publication : Yannick DECOMPOIS, Directeur**

**Véronique MARTINE, Directrice déléguée**

**Coordination : MadinTour 360 °**

**Service Etudes Statistiques Evaluation (Sese)**

**Véronique REMIR, Lore ALEXANDRINE**

**Mise en page : MadinTour 360°**

**Mars 2025**

contactez-nous >

**mail :** 972.direction@deets.gouv.fr

**téléphone :** 0 596 44 20 00

**courrier :** 2 avenue des Arawaks  
Immeuble EOLE 1

97200 FORT-DE-FRANCE

**Retrouver la DEETS sur :**

[martinique.deets.gouv.fr](http://martinique.deets.gouv.fr)



Réalisé par le Service Etudes  
Statistiques et Evaluation de  
la DEETS de la Martinique

  
**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités